



Association pour le

Développement de l'éducation en Afrique

LETTRE D'INFORMATION DE L'ADEA

VOLUME 15, NUMERO 1

JANVIER-MARS 2003

Les groupes de travail de l'ADEA

Bilan et perspectives

Les groupes de travail de l'ADEA ont été créés au même moment qu'est née l'association. Outils professionnels et techniques de l'ADEA rassemblant des experts africains et du Nord, ils ont pour raison d'être de se pencher sur des questions critiques pour le développement de l'éducation en Afrique. Si tant est que l'on puisse faire un bilan des groupes de travail, quelle évaluation peut-on faire de leur contribution à l'éducation en Afrique ? Quels sont leurs acquis ? Quels défis doivent-ils relever pour véritablement apporter une contribution tangible aux pays africains ? Ces questions ont été posées lors d'un récent séminaire du comité directeur de l'ADEA dont l'objectif était de réfléchir sur les acquis et le devenir des groupes de travail de l'ADEA.

Depuis leur création, les groupes de travail mènent trois catégories d'activités fondamentales : des activités de

recherche et d'analyse, de plaidoyer et de renforcement de capacités. Analyse pour mieux comprendre les sujets cernés, produire des connaissances pertinentes dans le contexte africain et orienter les actions à mener ; plaidoyer pour communiquer avec les acteurs concernés et obtenir leur engagement aux efforts et changements préconisés ; renforcement des capacités pour amener les institutions africaines à développer une efficacité accrue et leurs propres réponses aux défis qui leur sont posés.

Cependant, au-delà du cadre logique des activités d'analyse, de plaidoyer

dans ce numéro

- **Dossier : les groupes de travail de l'ADEA**
- **Améliorer la qualité de l'éducation : thème de la biennale 2003**
- **Le groupe ad hoc sur le VIH/SIDA démarre ses activités**
- **Le FAWE devient membre associé**
- **Réunion ministérielle sur le VIH/SIDA**
- **Nouvelles publications de l'ADEA**

et de renforcement des capacités, plusieurs éléments émergents méritent d'être mis en valeur si l'on tente d'apprécier l'impact des groupes de travail :

➤ Il s'agit d'abord de la *mise en relation d'acteurs ayant des intérêts communs à travers les réseaux créés par les groupes de travail*. Ces réseaux facilitent le dévelop-

pement de synergies et, dans certains cas, la participation dynamique des acteurs de la communauté. Souvent constitués de spécialistes et de professionnels de l'éducation qui s'intéressent aux questions spécifiques soulevées par les groupes de travail, ils sont devenus des communautés professionnelles spécialisées dans leurs domaines respectifs. Mais ces réseaux impliquent aussi un ensemble d'acteurs et de parties prenantes variés – c'est le cas des réseaux constitués par le Groupe de travail sur l'éducation non formelle.

➤ Il s'agit également de la *contribution au champ des connaissances à travers l'exploration de continents nouveaux* dans les domaines d'investigation des groupes de travail. Par exemple, le groupe de travail sur l'éducation à distance et l'apprentissage libre s'apprête à entreprendre des études sur les facteurs critiques de réussite pour l'enseignement à distance, sur les implications financières de l'enseignement à distance et de l'apprentissage libre



et sur les infrastructures technologiques et le recours aux nouvelles technologies de la communication dans certains pays [voir l'article du GTED/AL en page 5].

Le travail de maillage et d'exploration de domaines vierges ou négligés ont eu plusieurs conséquences positives :

- *L'apparition de nouveaux concepts et outils* : Le Groupe de travail sur l'éducation non formelle a ainsi contribué à donner une image neuve de l'éducation non formelle et a ouvert de nouvelles visions. Comme celle d'un système éducatif diversifié et intégré qui, tout en apportant des opportunités d'apprentissage variées en fonction de la demande, construit l'égalité des chances à travers les liens interactifs et les passerelles établis entre les différentes filières [voir l'article du GTENF en page 8]. Au niveau du développement d'outils de travail, le Groupe de travail sur les statistiques a développé divers logiciels et systèmes de gestion d'information pour l'éducation [voir l'article du GTSE en page 10].
- *La démarginalisation de certaines activités* telles que l'éducation non formelle ou le développement de la petite enfance.
- *Dans certains cas, des résultats concrets sur les politiques ou réglementations des pays* : Les actions de

sensibilisation menées par le Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif, à travers sa campagne « Pas de taxes sur les livres » ont abouti à ce que cinq pays (Afrique du Sud, Kenya, Malawi, Soudan, Tanzanie) prennent la décision de modifier leurs systèmes de taxation et favorisent les échanges entre pays [voir l'article du GTLME en page 16].

Les efforts des groupes de travail sont remarquables et les réseaux qu'ils ont constitués sont de véritables apports à l'éducation en Afrique. Cependant, afin que les efforts de groupes de travail soient les plus efficaces possibles, trois défis au moins – soulevés lors du récent séminaire du comité directeur de l'ADEA sur les contributions et le devenir des groupes de travail de l'ADEA – doivent être relevés :

- *Les acquis du travail des GT doivent être utilisés* : La question de l'ancrage des groupes de travail en Afrique (tant du point de vue institutionnel que des thématiques) est à ce titre un enjeu majeur et interpelle toutes les composantes de l'ADEA, y compris les ministères de l'éducation africains. La pertinence des thèmes et les questions abordées par les groupes de travail sont bien sûr d'une importance capitale. Mais les solutions proposées doivent également s'intégrer de manière harmonieuse dans l'environne-

ment africain. La visibilité des groupes de travail au niveau national est également indispensable tout comme les efforts de renforcement des capacités institutionnelles et techniques qui favoriseraient par ailleurs un meilleur ancrage et une meilleure visibilité des groupes de travail.

- *Les GT doivent établir des liens avec l'agenda international et africain* : Il s'agit de saisir les opportunités de mobilisation qu'offrent des dynamiques en cours et de créer des synergies avec les initiatives prises afin de maximiser l'impact des efforts des GT. Les liens avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'éducation pour tous, les objectifs du millénaire, la décennie de l'éducation, les approches sectorielles, ou encore les stratégies de lutte contre la pauvreté doivent être entretenus.
- *Une coordination optimale des activités des GT doit exister à plusieurs niveaux* : au niveau des groupes de travail, au niveau des pays, et entre les groupes de travail. Une planification stratégique globale des activités de l'ADEA pourrait aider les GT à avoir une meilleure visibilité par rapport aux besoins qui sont exprimés et fournir une base de cohérence à leurs activités. ■

Sommaire

Dossier : Les groupes de travail de l'ADEA

Les GT de l'ADEA : Bilan et perspectives	1	Le FAWE, groupe gradué, membre associé	17
Développement de la petite enfance	3	Le défi de l'apprentissage : Améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne ...	13
Enseignement à distance et apprentissage libre	5	Le groupe ad hoc sur le VIH/SIDA	21
Finances et éducation	7		
Education non formelle	8	Agenda	
Statistiques de l'éducation	10	Biennale 2003 de l'ADEA	13
Communication, éducation et développement	14	Réunion ministérielle sur le VIH/SIDA pour l'Afrique centrale	21
Livres et matériel éducatif	16	Comment contacter les GT	12
Analyse sectorielle en éducation	18	Nouvelles publications 2002	23
Profession enseignante	19	Calendrier	24
Enseignement supérieur	22		

Développement de la petite enfance

Le Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) cherche à promouvoir une approche intégrée et holistique du développement de la petite enfance (DPE) et à favoriser la généralisation de ce type d'éducation. Après un examen des politiques achevé en 2001, le groupe tire les enseignements du projet et aide trois pays d'Afrique de l'Ouest à mettre en place leurs propres politiques.

En 2002, le GTDPE a poursuivi ses actions de plaidoyer en faveur du DPE. Il a apporté son aide au développement de politiques DPE dans trois pays et sa contribution au lancement d'études de cas qui s'intéresseront aux actions venant en aide aux jeunes enfants affectés par le VIH/SIDA.

Plaidoyer en faveur du DPE

Le soutien apporté par le GTDPE à l'organisation de la deuxième conférence internationale sur le développement de la petite enfance a marqué une étape décisive de son activité. Le groupe de travail a parrainé la participation de 16 professionnels africains convaincus de l'importance du DPE, dont S.E. Mme Ndong-Jatta, secrétaire d'Etat pour l'éducation de la Gambie. La conférence, qui s'est déroulée à Asmara, en Erythrée, du 28 au 31 octobre 2002, a désigné le GTDPE comme l'instance la mieux placée pour coordonner les actions de suivi en Afrique avec ses partenaires – les ministères compétents, l'UNICEF, la Banque mondiale et les instances nationales concernées. Le cadre d'action d'Asmara préconise également un élargissement des partenariats aux principales organisations œuvrant en Afrique en faveur du DPE : l'université virtuelle pour le développement de la petite enfance (ECDVU), le groupe consultatif pour le développement de la petite enfance (GCDPE) et la fondation Bernard van Leer.

Le GTDPE a également eu l'occasion d'organiser une session spéciale sur le DPE pendant la conférence du MINEDAF, en collaboration avec le réseau tanzanien pour le DPE et le bureau de l'UNICEF à Dar-es-Salaam. Il a profité de cette

occasion pour rappeler que l'apprentissage commence dès la naissance et que les interventions en faveur de la petite enfance sont vitales pour le développement des individus et des sociétés : à huit ans, c'est trop tard !

Etudes de cas sur le VIH/SIDA

Le GTDPE a participé à l'organisation d'une réunion sur le développement de la petite enfance et le VIH/SIDA, organisée à l'UNESCO en mai 2002. La réunion avait pour objectif de finaliser les termes de référence d'une série d'études de cas lancées par le Réseau pour le développement de la petite enfance en Afrique (ECDNA). Ces études s'efforceront d'identifier les stratégies efficaces qui répondent aux besoins de développement des jeunes enfants affectés par le VIH/SIDA. Le GTDPE a prévu de participer à l'une de ces études en 2003.

Aide au développement de politiques DPE

Dans le numéro d'avril-juin 2002, la *Lettre d'information de l'ADEA* faisait un bilan détaillé du développement de la petite enfance en Afrique, en insistant sur son caractère prioritaire. La lettre d'information évoquait également les travaux menés par le GTDPE depuis sa création, notamment son projet d'études sur les politiques. En 2002, dans la continuité du projet d'études sur les politiques, le

Photo: USAID/ Bureau for Africa



“L'enfant est le père de l'homme.”

William WORDSWORTH

GTDPE a mis au point une série de lignes directrices destinées aux pays africains intéressés par l'élaboration de politiques DPE ou l'amélioration de politiques existantes.

Planification des politiques en Afrique de l'Ouest

Parallèlement, le GTDPE s'est engagé aux côtés de trois pays d'Afrique de l'Ouest – le Burkina Faso, la Mauritanie et le Sénégal – pour les aider dans l'élaboration d'une politique DPE, via un processus d'examen par les pairs et une assistance technique. Pour soutenir les processus d'élaboration des politiques de

ces trois pays, le groupe de travail s'est inspiré des leçons tirées des activités de planification conduites au Ghana, à Maurice et en Namibie.

Le nouveau programme de planification des politiques DPE en Afrique de l'Ouest repose sur les objectifs et principes de base reproduits dans l'encadré ci-contre. Les objectifs du programme sont les suivants :

- aider les pays à mener à bien les processus de planification et la mise en œuvre des politiques ;
- renforcer la création de réseaux et de partenariats nationaux et promouvoir la coopération et le dialogue sur les politiques entre représentants du programme, communautés, ONG, établissements de formation, organismes publics, bailleurs de fonds et autres acteurs DPE ;
- renforcer les compétences méthodologiques d'analyse et d'élaboration de politiques DPE pour consolider les capacités institutionnelles disponibles au sein des gouvernements et dans les autres institutions ;
- identifier les zones stratégiques pour les activités de sensibilisation, de mobilisation civique et politique, de renforcement des capacités et de développement de ressources en faveur du DPE en Afrique subsaharienne.

Les résultats attendus du programme sont : a) trois plans nationaux, conçus par les équipes nationales du Burkina Faso, de Mauritanie et du Sénégal ; b) la constitution en Afrique de l'Ouest d'un réseau sous-régional, lancé par les principales équipes nationales ; c) un rapport final comprenant une synthèse par pays des activités et des résultats obtenus. Ce rapport final rendra compte des réunions organisées pour le programme et des recommandations pour la planification de politiques et la mise au point d'outils de développement du DPE en Afrique subsaharienne.

La deuxième réunion consultative du GTDPE, en décembre 2002, a étudié un ambitieux programme de travail dont l'objectif principal est d'assurer le maintien du DPE dans les priorités des décideurs africains à travers des actions de plaidoyer, de renforcement des capacités,

de recherche et de développement de réseaux DPE. Le GTDPE continuera de lutter pour une cause qu'il considère comme prioritaire, notamment en Afrique de l'Ouest où d'autres défis – famine, VIH/SIDA, guerres et conflits – risquent de faire délaissier la priorité accordée au DPE.

POUR PLUS D'INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

JEANNETTE VOGELAAR

LEADER DU GT

DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE
EXPERT POUR L'EDUCATION DE BASE
MINISTERE NEERLANDAIS DES AFFAIRES
ETRANGERES

Programme de planification politique participative pour le DPE en Afrique de l'Ouest Principes de base

- La politique et les interventions DPE doivent reposer sur une approche intégrée et se concentrer sur les besoins holistiques de développement des enfants.
- Le développement d'un enfant commence avant sa naissance et se poursuit jusqu'aux premières années de la scolarisation.
- Pour être optimal, le développement de l'enfant doit bénéficier du soutien des parents et nécessite une éducation et une alimentation de qualité ainsi que des soins sanitaires, éducatifs et maternels.
- Les services proposés doivent apporter un soutien aux parents et aux personnes chargées des soins, mais ils doivent également s'adresser aux enfants.
- Les convictions et les pratiques culturelles relatives à l'éducation des enfants doivent être respectées et les politiques de DPE ancrées dans les réalités africaines.
- Les forces vives des communautés doivent être mobilisées pour produire des interventions DPE de qualité.
- Les organisations communautaires, les ONG et les autres organisations privées doivent devenir des partenaires respectés de la politique DPE et de l'élaboration des programmes.

Les politiques nationales DPE doivent s'efforcer d'augmenter les budgets et les ressources humaines et matérielles nécessaires pour la mise au point de programmes :

- participatifs et « adoptés » par les communautés locales ;
- construits à l'issue de consultations entre tous les niveaux du secteur public et des institutions de la société civile ;
- holistiques, exhaustifs et intégrés dans l'ensemble des secteurs concernés : santé, systèmes sanitaires, nutrition, éducation, justice, droits des femmes et des enfants ;
- ininterrompus, commençant avant la naissance et se poursuivant jusqu'aux huit ans de l'enfant, tout en insistant sur la période allant de la naissance à trois ans, années critiques pour le développement physique et intellectuel dont dépendra la maturité scolaire ;
- issus des cultures locales et adaptés à ces cultures ;
- équitables, s'adressant aussi aux communautés mal desservies qui en ont le plus besoin ;
- centrés sur la famille et le renforcement de la famille ;
- soutenus par les autorités nationales mais ancrés dans les communautés ;
- de haute qualité, au niveau des intrants et des résultats ;
- souples, totalement responsables et imaginatifs ;
- durables.

Enseignement à distance et apprentissage libre

Le Groupe de travail sur l'enseignement à distance et l'apprentissage libre (GTED/AL) a été créé pour améliorer l'accès et la qualité de l'éducation en utilisant les technologies modernes d'enseignement à distance. En 2002, le GTED/AL a achevé la publication de deux rapports sur l'enseignement à distance en Afrique subsaharienne. Le groupe prévoit de réaliser d'autres études sur les infrastructures technologiques, les facteurs clés de réussite et les implications financières de l'ED/AL. Depuis 2002, le Bureau régional de l'UNESCO à Dakar (BREDA) s'est joint au ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique de Maurice pour assurer le pilotage du groupe.

Etat des lieux de l'enseignement à distance

Conformément aux recommandations de la première réunion du comité exécutif (Île Maurice, avril 2000), deux rapports sur l'enseignement à distance et l'apprentissage libre dans les pays francophones et anglophones ont été publiés¹ et présentés au comité technique du groupe de travail, qui s'est tenu à Maurice du 21 au 23 mars 2002. Le comité technique était composé de neuf experts d'Afrique subsaharienne, francophones et anglophones. Les débats qui ont suivi la présentation des rapports ont permis de dégager quatre grands axes d'action :

- opérer un rapprochement avec d'autres secteurs de l'éducation tels que l'éducation non formelle, la formation technique, la formation des enseignants et, plus important encore, l'enseignement supérieur ;
- identifier les activités à mettre en œuvre pour renforcer la visibilité du GTED/AL ;
- définir des stratégies nationales et régionales ;
- entretenir une collaboration fructueuse avec les autres groupes de travail de l'ADEA.

Après examen du programme d'activités du GTED/AL, le comité a fixé trois activités prioritaires : la recherche, le renforcement des capacités et les activités de communication.

Les activités de recherche

En sus des deux rapports publiés sur l'état de l'enseignement à distance en Afrique subsaharienne, le GTED/AL prévoit de

produire trois autres documents sur les thèmes suivants :

- *les facteurs critiques de réussite pour l'enseignement à distance et l'apprentissage libre* : cette recherche exposera les meilleures pratiques à tous les niveaux (conception, développement et l'offre des programmes d'enseignement à distance, recours aux technologies, etc.). Elle permettra aussi à l'ADEA de mettre au point une série de critères susceptibles de renforcer l'offre d'éducation à distance en Afrique.
- *les implications financières de l'enseignement à distance et de l'apprentissage libre* : cette recherche s'efforcera de comparer le coût de l'enseignement à distance et celui d'un enseignement traditionnel présentiel. Il sera tenu compte de l'environnement social et éducatif (niveau de développement éducatif et utilisation de méthodologies ou de technologies d'enseignement à distance). Ces travaux serviront de base à l'élaboration d'une méthodologie d'estimation des coûts, utile pour la prise de décisions en matière de planification d'activités d'éducation à distance.
- *les infrastructures technologiques en place et le recours aux Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation et la formation dans un certain nombre de pays.*

Le renforcement des capacités

Le GTED/AL prévoit d'organiser deux séminaires :

- le premier portera sur les initiatives

politiques visant à promouvoir un enseignement à distance aux différents niveaux d'enseignement. Il s'adressera à des hauts fonctionnaires des ministères de l'éducation et de la formation et à des directeurs d'organismes ministériels.

- le deuxième séminaire sera consacré aux principaux éléments de l'ED/AL : gestion et administration, conception de didacticiels, intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il s'adressera à des professionnels de l'enseignement à distance dans les établissements d'éducation et de formation d'Afrique subsaharienne. Les séances introductives aborderont également les questions de méthodologie globale de l'ED/AL.

Les activités de communication

Les activités de communication auront pour objectif de diffuser davantage d'informations sur les travaux du GTED/AL. De nouveaux outils de communication seront développés et distribués aussi largement que possible à l'occasion, de réunions ministérielles et de séminaires ainsi qu'auprès d'associations d'enseignants et d'associations de professionnels de l'enseignement à distance.

Leadership partagé

Le ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique de Maurice et le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA) avaient engagé des discussions, à l'occasion de la 17^e session du comité directeur de

l'ADEA (avril 2002, Chantilly, France), pour une direction partagée du GTED/AL. Un protocole d'entente a été signé en août 2002 ; il fixe le cadre d'une mise en œuvre commune du programme d'activités du GTED/AL.

Le secrétariat de l'ADEA a organisé à Dakar, dans les bureaux du BREDA, la première réunion du comité de coordination du GTED/AL (23-25 août 2002), afin de permettre au ministère mauricien de l'Éducation et de la Recherche scientifique et au BREDA d'assumer leurs responsabilités. Cette réunion avait quatre grands objectifs :

- faire un bilan des travaux en cours ;
- discuter de la mise en œuvre du programme d'activités du GT ;
- définir les activités à entreprendre ;
- partager les responsabilités.

Un nouveau projet stratégique

La seconde réunion du comité exécutif du GTED/AL, qui s'est déroulée le 21 octobre 2002 à Chantilly (France) sous la présidence de S.E. Louis Steven Obeegadoo, ministre de l'Éducation de Maurice, a rassemblé des représentants des principaux organismes de coopération au développement et d'organisations impliquées dans l'enseignement à distance. Un nouveau projet stratégique a été élaboré, autour des points suivants :

- **la collecte de données, les enquêtes empiriques et les analyses théoriques**, qui sont depuis le début au cœur des activités du GTED/AL, resteront une dimension essentielle de son action ;
- **le renforcement des capacités** fait son apparition dans le plan de travail 2002-03 du GT – par l'échange d'expériences et grâce à des ateliers de formation s'adressant au personnel professionnel et technique directement impliqué dans des programmes nationaux d'ED/AL ;
- **la sensibilisation au potentiel de l'ED/AL et les actions en direction des décideurs** permettront, dans un premier temps, d'identifier des agents de liaison et de désigner un point focal national pour le GTED/AL, dans un second temps, de concevoir des plans nationaux d'action pour déve-



“La formation à distance est désormais une option fiable pour répondre aux besoins des sociétés en pleine mutation... L'enseignement à distance peut répondre à des besoins divers : formation académique et professionnelle initiale ou continue à tous les niveaux, formation des enseignants, formation de femmes au foyer et autres publics...”

Enseignement à distance et apprentissage libre en Afrique subsaharienne. ADEA 2003 (Etat des lieux dans les pays francophones)

opper les activités d'ED/AL sur le terrain. Si ces activités doivent être tournées vers l'action et aller de pair avec le renforcement des capacités, elles devront prendre de l'ampleur. Au moment de la mise en œuvre des plans nationaux d'action, le GTED/AL pourra, au besoin, animer et coordonner l'application des programmes d'ED/AL. Il s'intéressera également à des questions de bonne gouvernance telles que les conditions susceptibles de garantir un environnement propice et le financement des activités d'ED/AL.

Les membres du comité exécutif ont par ailleurs estimé qu'il fallait impérativement mettre le potentiel de l'ED/AL au service des objectifs d'éducation pour tous et d'apprentissage tout au long de la vie. En outre, ils ont souhaité que la collecte de données et le partage d'informations permettent : a) d'identifier clairement les différents acteurs impliqués en Afrique subsaharienne dans l'ED/AL, les

réussites, les échecs et leurs causes ; b) de définir les stratégies les plus rentables à partir des expériences réussies ; c) de présenter des solutions pour l'intégration de l'ED/AL dans les politiques et les programmes nationaux. Ces analyses approfondies assoiront la crédibilité du secteur, fourniront des éléments de valorisation

et renforceront le dialogue entre les ministères et les différentes agences, ce qui garantira un soutien réel au GT.

Le comité exécutif a également insisté sur la nécessité, pour un enrichissement mutuel, de faire partager au plus vite les différentes expériences entre pays anglophones, lusophones et francophones. Un mécanisme *ad hoc* reste à définir, afin de garantir davantage d'échanges et de collaboration.

POUR PLUS D'INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

ANAND RAMSAMY RUMAJOGEE,
COORDONNATEUR DU GTEDAL
COMMISSION DE L'ÉDUCATION TERTIAIRE,
MAURICE

1. Les deux rapports sont : *Enseignement à distance et apprentissage libre en Afrique subsaharienne. Etat des lieux dans les pays francophones*, GTED/AL, 2003 et *Open and Distance Learning in Sub-Saharan Africa. A literature Survey on Policy and Practice*. WGDE/OL, 2003.

Finances et éducation

Coordonné par le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales (CODESRIA) basé à Dakar, le Groupe de travail finances et éducation (GTFE) s'efforce de développer les capacités émergentes des ministères de l'éducation et des finances en matière de planification, d'allocation et de gestion des ressources destinées à l'éducation. La formation est une composante importante des activités du groupe de travail. En 2002, le GTFE a organisé des séminaires au Rwanda et au Zimbabwe.

Les activités de formation

Les séminaires de formation, destinés aux cadres des ministères de l'éducation et des finances ont constitué l'activité principale du GTFE en 2002.

■ Séminaire de Kigali, Rwanda

Ce séminaire fait partie des activités de renforcement des capacités des ministères de l'éducation africains. Il s'est déroulé du 19 au 23 août 2002. Comme l'a souligné le ministre de l'Éducation du Rwanda dans son discours d'ouverture, cette formation est arrivée à point nommé. Le Rwanda a, en effet, entrepris une politique de décentralisation : il revenait donc aux autorités provinciales de l'éducation d'identifier les besoins en personnel et en matériel de cette décentralisation et de préparer des budgets correspondants. Trente participants enthousiastes, venant des administrations centrales et provinciales, ont été initiés aux notions de coût et de budgétisation, et aux différentes techniques de d'élaboration de budgets.

■ Séminaire de Harare, Zimbabwe

Le séminaire de Harare s'est déroulé du 23 au 27 septembre 2002. Comme celui du Rwanda, il s'est surtout intéressé aux procédures de budgétisation et d'identification des besoins en financement des ministères de l'éducation. Il a réuni vingt-quatre participants des ministères de l'éducation et des finances venant de différentes régions du pays.

Comité directeur du GTFE

Tous les partenaires du GTFE, bailleurs de fonds et ministères de l'éducation africains ont participé, avec l'agence de coordination du groupe de travail, le CODESRIA, à la réunion du comité

“L'analyse et la planification sont des éléments importants pour une bonne allocation des ressources. Par conséquent, pour arriver à une éducation de qualité dans une période d'austérité, le ministère de l'Éducation doit avoir des agents compétents en matière d'analyse et de planification.”

Groupe de travail sur les finances et l'éducation

directeur du GTFE. La réunion a été l'occasion de présenter le nouveau coordonnateur du GTFE, Mohamed Chérif Diarra ainsi que les termes de référence du comité directeur. Les principaux sujets discutés lors de la réunion ont été : a) la situation du groupe de travail ; b) le programme de travail et le budget pour l'année 2003 ; c) la stratégie de diversification des sources de financement du GTFE. Il a été pris note d'un renouvellement notable des membres du comité directeur et de sa revitalisation. La réunion a également servi de lieu de premier contact entre le nouveau coordonnateur, le comité directeur et les autres groupes de travail de l'ADEA.

Révision du manuel de formation

Le GTFE a organisé un atelier à Accra, au Ghana, du 21 au 23 décembre 2002, pour réviser le manuel de formation du GTFE. Le comité technique a revu dans le détail l'ancien manuel, identifié ses insuffisances et défini le fond et la forme du nouveau manuel de formation, prévu pour fin 2003. Cette mise à jour était devenue né-

cessaire étant donné l'évolution du contexte lié au financement, à la budgétisation et à la planification de l'éducation. Le nouveau manuel prendra en compte les nouvelles orientations des politiques éducatives en Afrique. Des consultants seront recrutés pour compléter le travail ébauché par le comité technique à Accra. Une fois finalisé, le nouveau manuel sera produit en anglais, en français et en portugais et sera distribué en Afrique, là où le besoin s'en fait sentir.

POUR PLUS D'INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

DR. MOHAMED CHERIF DIARRA
COORDONNATEUR DU GT
SUR LES FINANCES ET L'ÉDUCATION
CODESRIA – DAKAR, SENEGAL

Publication d'une série d'études pays sur les politiques de financement de l'éducation

Dans le but d'améliorer les mécanismes et les processus de planification, de financement et de gestion de l'éducation en Afrique, le GTFE a entrepris, en collaboration avec plusieurs ministères de l'éducation, des études de cas et des analyses portant sur les politiques de financement de l'éducation de cinq pays – Bénin, Maurice, Niger, Sénégal, Swaziland et Tanzanie. Ces études de cas ont conduit à la publication des résultats pour chaque pays (les titres et les références se trouvent en page 26).

Education non formelle

Le Groupe de travail sur l'éducation non formelle (GTENF) continue d'exploiter son réseau et de saisir toutes les occasions pour apporter son soutien aux stratégies, politiques et actions qui associent éducation formelle et non formelle afin d'améliorer l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation. L'éducation non formelle est mise en avant comme un des moyens les plus efficaces de répondre aux besoins des adultes et d'offrir des occasions d'apprentissage aux enfants et aux jeunes qui, sans elle, n'auraient pas accès à l'école.

En Afrique, l'éducation non formelle est pour les adultes et de nombreux enfants et jeunes gens non scolarisés la seule occasion d'apprentissage qu'ils auront jamais. Malgré cela, la plupart des responsables politiques persistent encore à penser qu'il s'agit d'une solution alternative de second ordre par rapport au système formel, de sorte que rares sont les pays qui en tiennent compte dans leurs budgets ou leurs réformes du secteur de l'éducation. Depuis sa création, en 1998, le groupe de travail de l'ADEA sur l'éducation non formelle (GTENF) s'est adapté aux formes changeantes de l'offre éducative alternative de base, qu'il s'agisse de l'alphabétisation des adultes, de l'autonomisation des communautés par l'alphabétisation ou de la promotion du développement local à travers l'utilisation de systèmes de savoir indigènes.

Le groupe de travail s'intéresse également aux liens entre éducation formelle et non formelle aussi bien dans l'offre faite à tous les groupes d'âge dans les pays d'Afrique australe et orientale que dans les possibilités éducatives offertes aux groupes vulnérables (enfants de la rue, orphelins du VIH/SIDA, populations nomades, etc.). A ce titre, le groupe de travail a organisé un atelier sur *Les dynamiques de l'éducation non formelle* lors de la biennale de l'ADEA à Johannesburg (décembre 1999). L'atelier a contribué à donner une image neuve de l'éducation non formelle et a ouvert de nouvelles voies pour son renforcement.

En 2001, également lors de la biennale de l'ADEA, le GTENF a organisé une session intitulée *Intégrer l'éducation non formelle : des marges à la généralisation*. A travers une analyse critique et une revue des études de cas, le GTENF a pu promouvoir des concepts et stratégies

pour faire face à deux problèmes majeurs que rencontrent les pays : d'une part le besoin de renforcer l'offre éducative alternative (pour les jeunes déscolarisés, les enfants de la rue et les adultes analphabètes) afin d'offrir aux groupes défavorisés des possibilités éducatives de qualité ; d'autre part, intégrer l'offre alternative dans un système éducatif holistique, afin de l'inclure dans les statistiques de l'éducation et le budget annuel, et la faire reconnaître dans l'organisation des évaluations/tests et dans les systèmes d'accréditation. A l'issue des discussions, il a été admis qu'une nouvelle approche était nécessaire pour réaliser les objectifs d'éducation pour tous.

Influer sur les politiques

En 2002, le GTENF a poursuivi la réflexion et les discussions autour de l'éducation non formelle et les formes alternatives d'apprentissage lors de réunions et dans un cadre élargi constitué tant de gouvernements, d'ONG, d'agences de coopération et de développement (dont l'UNESCO et l'UNICEF) que d'organisations régionales telles que la SADC, ceci pour élargir la portée de ses activités et intégrer la question de l'ENF aux niveaux nationaux et sous-régionaux.

Le Deuxième forum régional de la SADC sur la politique éducative, organisé en novembre 2002 à Windhoek (Namibie) s'est adressé principalement aux secrétaires permanents et hauts fonctionnaires des ministères de l'éducation. Il a incité les pouvoirs publics : 1) à reconnaître l'éducation non formelle en tant que composante essentielle dans l'offre d'éducation de base et d'apprentissage tout au long de la vie ; 2) à mettre en place des structures de soutien et de pilo-

tage de l'offre ; 3) à planifier en même temps l'éducation formelle et non formelle ; 4) à prévoir la formation de tout le personnel éducatif à l'éducation non formelle. Le groupe a également recommandé l'accréditation des programmes d'éducation non formelle afin que soient reconnues les voies alternatives de formation vers des qualifications similaires et que le transfert entre les programmes d'éducation formelle et non formelle soit facilité. En ce qui concerne les groupes marginalisés, appauvris ou vulnérables, les gouvernements devraient faire appel aux techniques développées par l'éducation non formelle pour renforcer les valeurs et les compétences communautaires. Une attention particulière devrait être accordée aux femmes et aux filles, à l'utilisation des médias, à l'alphabétisation fonctionnelle, à l'alphabétisation de la famille et au civisme.

Le GTENF a également participé, avec l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (Hambourg, Allemagne), à l'organisation d'un atelier sur les *Questions et stratégies pour la promotion de l'éducation des adultes dans un contexte d'apprentissage tout au long de la vie*. Cet atelier s'est tenu pendant le MINEDAF VIII, à Dar-es-Salaam (Tanzanie) en décembre 2002. Le panel a discuté de la place de l'éducation des adultes et de l'alphabétisation dans les plans d'actions nationaux en faveur de l'EPT. Il a également soulevé la question des méthodologies disponibles pour l'éducation des adultes au 21^{ème} siècle et du renforcement de la démocratie participative. Dans le contexte du NEPAD et de l'Union africaine, la plupart des panélistes ont souligné l'importance de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes pour la réduction de la pauvreté, la transparence,

“L'intégration met en œuvre tout un ensemble de processus : passer à plus grande échelle ou sortir de la marginalisation, par exemple. De façon plus significative, l'intégration sera facilitée si l'innovation obtient une reconnaissance officielle, si le public l'accepte, et si, en outre, elle peut avoir accès à des financements publics réguliers et si elle fait partie intégrante du système national des examens et des statistiques de l'éducation.”

Dr. C. WRIGHT

la démocratie participative et le développement d'une culture des droits de l'homme et de la citoyenneté. Principales recommandations de la réunion : le développement de cadres législatifs et de politiques en faveur de l'utilisation des langues locales ; l'habilitation des apprenants adultes, en particulier ceux qui viennent de groupes vulnérables et marginalisés ; l'intégration de l'éducation de base des adultes dans les priorités nationales et sa planification dans le contexte d'un développement durable ; la création de liens entre éducation informelle, non formelle et formelle afin de permettre aux adultes de passer d'un cadre d'apprentissage à un autre.

Maillage et collaboration

Faciliter les échanges et le partage d'expériences est une priorité pour l'ADEA. Le GTENF a réussi à promouvoir les échanges, les voyages d'études et le partage régulier d'informations entre les parties prenantes de l'ENF au niveau national et régional. Tout au long de l'année 2002, il a soutenu la création de réseaux et l'échange d'informations entre pouvoirs publics, ONG et pays africains, aussi bien anglophones que lusophones ou francophones. L'Angola, le Cap Vert, la Guinée Bissau et São Tomé et Príncipe ont participé à un symposium organisé en juin 2002 à Maputo (Mozambique) en collaboration avec le bureau national de l'UNESCO à Maputo ; un réseau sous-

régional pour l'ENF a été créé à cette occasion.

Le GT a apporté son soutien à des pays sortant de situations de conflit (Sierra Leone et Mozambique). Il a appuyé des projets pilotes et novateurs destinés aux jeunes non scolarisés dans le district de Bombali, au Sierra Leone et facilité les échanges entre le Burkina Faso et le Mozambique afin que le Mozambique bénéficie de l'expérience des écoles bilingues au Burkina Faso.

Adaptant une approche diversifiée, le GTENF a également favorisé l'intégration de l'éducation non formelle dans des programmes plus larges de développement (tels que le programme de santé, de science et de savoirs traditionnels au Burkina Faso) en publiant et en distribuant un guide méthodologique pour l'enseignement des sciences. Les groupes de travail nationaux au Kenya et en Ouganda ont pour leur part conçu des modules pour l'alphabétisation et l'acquisition des compétences nécessaires à l'esprit d'entreprise.

Enfin, le GTENF a œuvré avec le Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation (GTSE) pour la mise au point de modules sur les indicateurs d'ENF, après un atelier de formation conjoint organisé en février 2002 à Nairobi (Kenya). D'autres projets pilotes nationaux ont été étudiés par les deux groupes de travail et leur mise en œuvre a débuté en 2003.

Les groupes de travail nationaux

Les groupes de travail nationaux servent de tribune aux activités de sensibilisation et de plaidoyer visant à instaurer un dialogue durable entre les partenaires de l'ENF. Le GTENF favorise une approche ascendante et réactive pour soutenir les initiatives locales et encourage les groupes de travail nationaux à déployer leurs propres ressources avec efficacité. Les groupes de travail nationaux existants sont d'ores et déjà perçus comme efficaces et contribuant réellement à la promotion de l'éducation non formelle.

Les groupes de travail nationaux du Bénin et du Burkina Faso ont reçu un soutien institutionnel qui a ravivé l'enthousiasme en faveur des activités d'éducation non formelle et a amélioré les partenariats et la communication au niveau local. Le Mozambique et Zanzibar ont lancé leur propre groupe de travail national ; le Sénégal, pour sa part, a réorganisé le secrétariat de son groupe de travail national afin de le rendre plus efficace et plus proactif.

Les voies d'avenir

S'appuyant sur le document de vision de l'ADEA¹, le GTENF est en train de réviser son plan d'action et a engagé un processus consultatif pour élaborer une stratégie à moyen terme (2003-07). Il prévoit de réorganiser son plan de travail 2003-04 en consultation avec les membres de son comité directeur et d'autres partenaires.

POUR PLUS D'INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

AMINA OSMAN
COORDONNATRICE

GT SUR L'ÉDUCATION NON FORMELLE
SPECIALISTE PRINCIPALE DE PROGRAMME/STPD,
SECRETARIAT DU COMMONWEALTH

1. L'ADEA du passé vers le futur : permanences et évolutions, Mamadou Ndoye et Ingmar Gustafsson, biennale de l'ADEA, Arusha, Tanzanie, 2001.

Statistiques de l'éducation

Mettre en place des services d'information statistiques sur l'éducation efficaces, pertinents et durables dans les pays : telle a été la mission principale du Groupe de travail sur les statistiques (GTSE) depuis sa création en 1989. Cet objectif est aujourd'hui en partie atteint. La priorité du groupe de travail est à présent de réussir son programme de renforcement des capacités institutionnelles afin d'ancrer solidement ses activités en Afrique.

Au début des années 90, l'Afrique subsaharienne se distinguait des autres régions par un manque cruel de données statistiques exploitables. Aujourd'hui, tous les pays d'Afrique subsaharienne sont convaincus de la valeur des informations quantitatives. Autrefois isolés et déconsidérés, analystes de systèmes, développeurs, statisticiens et gestionnaires de l'information constituent aujourd'hui un vaste réseau de professionnels des systèmes d'information africains. Une contribution majeure du SISED (Système national d'information sur les statistiques éducatives), le programme de renforcement des capacités du GTSE, a été de participer au développement professionnel de ce réseau de spécialistes. Il permet aujourd'hui à la plupart des pays de collecter des données statistiques sur l'éducation de base de manière systématique et de disposer d'indicateurs essentiels. Les rapports d'évaluation sur l'EPT, les présentations faites par les ministères de l'éducation à l'occasion de réunions nationales ou internationales, les publications régionales de l'Institut statistique de l'UNESCO (UIS) sont la preuve concrète des progrès réalisés par l'Afrique subsaharienne dans le domaine des statistiques.

Aujourd'hui, l'institutionnalisation et l'ancrage des activités du GTSE sont les objectifs à long terme prioritaires. Ils font écho à l'évaluation conduite par l'ADEA et sont en même temps la condition *sine qua non* pour réaliser le programme de renforcement des capacités institutionnelles. Le GTSE a entamé une réflexion sur les stratégies d'« ancrage » alors que le groupe est en phase de transition, les leaders et coordonnateurs du GTSE et du SISED ayant changé. Plusieurs

“ Sans statistiques, comment évaluer le passé, gérer le présent, planifier pour l'avenir ? ”

Groupe de travail de l'ADEA sur les statistiques de l'éducation

réunions ont été organisées pour discuter de l'avenir et du programme à suivre.

En 2002, le programme du GTSE/SISED s'est articulé autour de dix grands axes :

- développer une stratégie pour faire du GTSE un lieu permanent de collaboration ;
- consolider le centre régional de coordination et les pôles sous-régionaux du réseau ;
- mettre en place un réseau d'institutions et de spécialistes africains ;
- organiser des groupes de travail techniques sous-régionaux (pour des projets pilotes) dans des domaines prioritaires ;
- animer des programmes de renforcement des capacités et de formation avec des établissements de formation africains ;
- proposer une assistance technique au niveau des pays, en collaboration avec les agences ;
- collaborer dans les domaines des indicateurs statistiques pour le pilotage de l'EPT, des approches sectorielles, des programmes de réduction de la pauvreté, etc. ;
- mettre au point des outils sur Internet et faciliter la mise en ligne des publications statistiques des ministères de l'Éducation et de la Formation ;

- intégrer les systèmes d'information pour la planification et la gestion stratégiques ;
- gérer les publications, les services d'informations et d'échanges, les forums de discussion, etc.

Ancrage dans les cours de troisième cycle

Le GTSE encourage le partage des ressources et les activités en commun avec des partenaires qui partagent les mêmes objectifs. Ces pratiques font partie de la stratégie du GTSE pour exécuter son programme. Au niveau de la formation, la collaboration avec des institutions régionales a commencé avec l'apport, par le SISED, d'outils didactiques et d'un enseignant / formateur pour le cours de troisième cycle organisé avec le programme EPSI de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe). Cette collaboration est une étape décisive du processus d'ancrage dans les institutions africaines. Elle se traduit par l'intégration des activités de formation du SISED dans les cours de troisième cycle de trois universités : l'université de Witwatersrand, en Afrique du Sud, l'université de Dar-es-Salaam, en Tanzanie, et l'Universidade Pedagógica, au Mozambique.

Des systèmes d'information pour l'éducation non formelle

Un atelier sur la conception de systèmes de gestion de l'information sur l'éducation non formelle (ENF) a été organisé par le SISED et le groupe de travail sur l'éducation non formelle pour les pays anglophones. L'atelier, qui a eu lieu à Nairobi en février 2002, avait pour ob-

jectif de lancer des projets pilotes dans plusieurs pays et de familiariser les participants aux techniques de conception de bases de données. Les sujets abordés ont porté sur la planification et la conception de projets pilotes et sur l'identification d'indicateurs ENF, les procédures et les instruments de collecte de données et la conception d'une base de données sur l'ENF.

Edition, création de services d'information et analyse statistique

Un atelier de formation sur la création de services d'édition et d'information a été organisé à Nairobi en février 2002. L'atelier avait pour objectif de former les participants aux techniques de conception et de production de publications statistiques mais aussi à l'analyse statistique. Ont notamment été couverts les domaines suivants : publications et services d'information ; représentation graphique des indicateurs ; analyse de données pour la préparation de rapports ; introduction à l'analyse des politiques ; SPSS (logiciel statistique) ; communication sur Internet et conception de sites web.

Collecte et traitement des données statistiques

Un atelier de validation du module technique « Collecte et traitement des données statistiques » a été organisé à Dakar, en décembre 2001, par le pôle SISED pour l'Afrique centrale et occidentale. Les participants ont eu ainsi l'occasion de tester les outils et leur compatibilité avec la situation de leurs pays. Un nouveau module technique « Collecte et traitement des données statistiques » est désormais disponible en français ; sa traduction en anglais est en cours. Les instruments SISED feront l'objet d'une adaptation aux besoins particuliers de chaque pays et à la spécificité des contextes.

Activités Internet

Avec le soutien de l'USAID, le SISED finance la connexion Internet et l'installation de systèmes de messagerie pour les

services statistiques des ministères de l'Education et les coordonnateurs EPT dans les pays membres du SISED. Le GTSE fournit les abonnements aux fournisseurs d'accès locaux, une formation pour le démarrage et la maintenance et, dans certains cas, des équipements. A ce jour, treize pays ont été connectés à Internet grâce au SISED.

A la pointe de la technologie Internet, le site web du SISED a été conçu pour faire face à une communication électronique accrue entre pays membres du GTSE. Le SISED prévoit d'aider les ministères de l'Education à publier sur Internet leurs propres informations et indicateurs et de recenser tous les liens vers des sites nationaux.

Systèmes d'information sur le personnel

Grâce à une enquête sur les systèmes d'information concernant le personnel, le SISED a constaté que la plupart des pays stockent ces informations dans deux systèmes distincts : une partie est conservée au service de la gestion du personnel, le plus souvent sous forme de dossiers imprimés, ; l'autre partie est stockée dans une base de données sommaire renfermant essentiellement des informations sur les effectifs. En 2002, le Zimbabwe a demandé à faire l'objet d'un projet pilote concernant les systèmes d'information sur le personnel afin d'obtenir rapidement des informations telles que le nombre d'enseignants qui ont démissionné telle ou telle semaine, des informations sur les absences pour cause de maladie ou des indicateurs tels que le taux de renouvellement des enseignants.

Conception d'un module sur les données de base

Rares sont les pays qui possèdent un système intégré pour collecter, archiver, traiter et analyser les données annuelles sur les établissements scolaires. Les personnes chargées de la collecte et du traitement des données dans les ministères ont souligné par ailleurs le manque de convivialité de ces systèmes. Le SISED s'est par conséquent lancé dans l'élaboration

d'un module générique sur les données de base, qui ira de pair avec la production d'une documentation technique et des manuels de formation. Ce système devrait aider les pays à piloter et à évaluer les progrès réalisés en direction de l'« éducation pour tous ».

Enjeux actuels et futurs

A l'issue d'une série de consultations avec les membres du GTSE et à la lumière des récents changements de leadership au sein du GTSE, une réunion consultative du groupe de planification stratégique a été organisée à Harare, en octobre 2002, pour discuter des enjeux actuels et futurs du programme SISED. Cette réunion a rassemblé des directeurs de la planification de l'éducation, des représentants des organismes de financement et des représentants des organisations régionales.

La réunion du comité directeur du GTSE s'est tenue à Dar-es-Salaam, en décembre 2002. La mission, le mandat et les principes directeurs du groupe de travail y ont été discutés. La réunion a décidé qu'il était nécessaire : a) d'accorder la priorité au renforcement des capacités des centres GTSE/SISED à Harare et à Dakar ; b) de nommer un comité exécutif constitué de représentants de l'agence leader (les Pays-Bas), de l'agence coordonnatrice (l'UIS) et de trois ministères de l'éducation (un pays anglophone, un pays francophone et un pays lusophone) ; c) de conduire une analyse de faisabilité sur la création d'un centre / institut régional et d'une association d'experts et d'instituts travaillant sur les statistiques de l'éducation.

POUR PLUS D'INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

GLORY MAKWATI

COORDONNATEUR PAR INTERIM
DU GT STATISTIQUES DE L'EDUCATION

BERNARD AUDINOS

COORDONNATEUR SISED POUR L'AFRIQUE
DE L'OUEST ET L'AFRIQUE CENTRALE

CHARLOTTA MOCKRISH

CHARGÉE DE PROGRAMME
GT STATISTIQUES DE L'EDUCATION/SISED

How to contact the ADEA Working Groups

Livres et matériel éducatif

T Mme Carew Treffgarne – Leader
Department for International
Development (DFID)
1 Palace Street, London SW1E 5HE, UK
Tél. : +44 20 71 023 0658
Fax : +44 20 71 023 0287
Mél : c-treffgarne@dfid.gov.uk

Enseignement à distance et apprentissage libre

T S.E. M. Louis Steven Obeegadoo – Leader
Minister of Education and Scientific Research
3rd floor, IVTB House–Pont Fer–Phoenix,
Mauritius
Tél. : +230/686 2402
Fax : +230/698 3601
Mél : sobeegadoo@mail.gov.mu

T M. H.B. Dansinghani
Director (International Cooperation Desk)
Ministry of Education and Scientific Research
2nd Level, IVTB House–Pont Fer–Phoenix,
Mauritius
Tél. : +230/ 686 3712 Fax : +230/ 686 8554
Mél : hdansinghani@mail.gov.mu
Site web : www.muhrd.int.net

T M. Anand R. Rumajogee – Coordonnateur
Tertiary Education Commission
Réduit, Mauritius
Tél. : +230 467 8809 Fax : +230 467 6975
Mél : arumajog@intnet.mu

Analyse sectorielle

T Mme Alexandra Draxler – Coordonnatrice
Institut international de planification de
l'éducation (IIEP)
7-9 rue Eugène-De lacroix, 75116 Paris, France
Tél. : +33 1 45 03 77 88
Fax : +33 1 40 72 83 66
Mél : a.draxler@iiep.unesco.org

T M. Kaviraj APPADU
7-9, Rue Eugène Delacroix
75116 Paris, France
Tél. : +33 1/45 03 77 89
Fax : +33 1/40 72 83 66
Mél : k.appadu@iiep.unesco.org

Développement de la petite enfance

T Mme Jeannette Vogelaar – Leader
Expert en éducation de base
Dutch Ministry of Foreign Affairs–DCO/OO/BE
Bezuidenhoutseweg 67 – P.O. Box 2006 I
2500 EB, The Hague, The Netherlands
Tél. : +31 70/ 348 6712
Fax : +31 70/ 348 6436
Mél : jeannette.vogelaar@minbuza.nl

Finances et éducation

T Mme Lorraine Belisle – Leader
Agence canadienne de développement
international (ACDI) ACDI/CIDA
Pan-Africa et la Francophonie
200 Promenade du Portage
Hull, Québec KIA OG4, CANADA
Tél. : +1 819/ 997 0983
Fax : +1 819/ 997 5453
Mél : lorraine_belisle@acdi-cida.gc.ca

M. Mohamed Cherif Diarra Coordonnateur

Conseil pour le développement des recherches
en sciences sociales (CODESRIA)
B.P. 3304, Dakar, Sénégal
Tél. : +221/825 7214
Fax : +221/ 825 6944
Mél : Mohamed.diarra@codesria.sn

Enseignement supérieur

**T Mme Alice Sena LAMPTEY –
Coordonnatrice**
Association of African Universities (AAU)
P.O. Box AN 5744, Accra-North, Ghana
Tél. : +233 21 77 44 95
Fax : +233 21 77 21 48
Mél : alamptey@aau.org
Site web : www.aau.org

Statistiques de l'éducation

T M. Wim H.M.L. Hoppers – Leader
Regional Education Adviser
Royal Netherlands Embassy
P.O. Box 117 – 0001 Pretoria, South Africa
Tél. : +27 12/344 3910
Fax : +27 12/344 0781
Mél : hoppodor@iafrica.com

T M. Glory J.T. Makwati – Coordonnateur
UNESCO Sub-regional Office
8 Kenilworth Road – P.O. Box H.G. 435
Highlands, Harare – Newlands, ZIMBABWE
Tél. : +263 4/ 33 22 22
E-mail: gmakwati@unesco.co.zw

T M. Bernard AUDINOS
Coordonnateur SISED pour l'Afrique de
l'Ouest et l'Afrique du Centre
UNESCO/BREDA
12 Avenue L.S. Senghor
B.P. 3311 – Dakar, Sénégal
Tél. : +221 822 4547
Fax : +221 821 3848
Mél : b.audinos@sentoo.sn
Site web : www.dakar.unesco.org/sised

T Mme Charlotta Mockrish
Programme Manager NESIS
UNESCO Sub-regional Office
8 Kenilworth Road – P.O. Box H.G. 435
Highlands, Harare – Newlands, Zimbabwe
Tél. : +263 4 33 2329/33 2222/33 4425
Fax : +263 4 33 23 44
Mél : c.mockrish@unesco.co.zw

Education non formelle

T M. Ahlin Byll-Cataria – Leader
Direction du développement et de la coopéra-
tion (DDC)
Freiburgerstrasse 130
CH-3003 Berne, Suisse
Tél. : +41 313 22 34 28
Fax : +41 313 24 87 41
Mél : ahlin.byll@deza.admin.ch

T Mme Amina Osman – Coordonnatrice
Senior Program Officer/ STPD
Commonwealth Secretariat
Marlborough House, Pall Mall
SW1Y 5HX London, UNITED KINGDOM
Tél. : +44 20 71 747 6553
Fax : +44 20 71 747 6287
Mél : a.osman@commonwealth.int
Site web : www.adeanet.org/wgnfe

T M. Adama Ouane – Coordonnateur
Institut de l'UNESCO pour l'éducation
Feldbrunnenstrasse 58
D-20148, Hamburg, GERMANY
Tél. : +49 40/ 44 80 41 30/ 16
Fax : +49 40/ 41 07 72 3
Mél : a.ouane@unesco.org
a.ouane@memo.unesco.org

Profession enseignante

T M. Henry Kaluba
Secrétariat du Commonwealth
Marlborough House - Pall Mall
London SW1Y 5HX - UK
Tél. : +44 20 7747 6276
Fax : +44 20 7747 6287
Mél : h.kaluba@commonwealth.int
T M. Paul Dogoh Bibi – Coordonnateur
06 B.P. 1634, 06 Abidjan, COTE D'IVOIRE
Tél. : +225/ 20 21 11 29/ 83 93
Fax : +225/ 20 21 83 93/ 51 42
Mél : dogoh@globeaccess.net
dogoh@lycosmail.com

Communication pour l'éduca- tion et le développement

**T Prof. Alfred OPUBOR – Coordonnateur
par intérim**
Programme COMED – Centre Wanad
B.P. 378 – Cotonou, BENIN
Tél. : +229 31 34 54 Fax : +229 31 28 70
Mél : comed@wanad.org ou
alfredopubor@yahoo.com

FAWE

Groupe gradué/membre associé
Professeur Penina Mlama
Leader/Coordonnateur
Directeur exécutif – FAWE Secretariat
P.O. Box 21394 – 00505 Ngong Road
Nairobi, KENYA
Tél. : +254 2/ 57 31 31/ 57 33 51/ 57 33 59
Fax : +254 2/ 57 41 50
Mél : pmlama@fawe.org ou fawe@fawe.org
Site web : www.fawe.org

Groupe ad hoc sur la qualité

a Pour plus d'informations, veuillez contacter :
h M. Adriaan Verspoor
World Bank – 11570 Lake Newport – 20194
Road Reston – Virginia USA
Tél. : +1 703 437 8132
Fax : +1 703 437 8132
Mél : averspoor@worldbank.org
Mlle Charlotte Sedel
Association pour le développement
de l'éducation en Afrique (ADEA)
7-9 rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris, France
Tél. : +33 (0) 1 4503 7700
Fax : +33 (0) 1 4503 3965
Mél : c.sedel@iiep.unesco.org
Site Web : www.adeanet.org

Groupe ad hoc sur le VIH/SIDA

a Pour plus d'informations, veuillez contacter :
h M. Jean Baptiste GATALI
United Nations Development Programme
(UNDP)
United Nations Office for Project Services
Gestetner Building
138 Palala Road Menlo Park
0001 Pretoria SOUTH AFRICA
Tél. : +27 12 369 9931
Fax : +27 12 348 7688
Mél : jean.gatali@undp.org

Le défi de l'apprentissage

Améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne

Réaliser l'éducation pour tous avant 2015 : c'est un des objectifs du millénaire pour le développement. Mais l'élargissement de l'accès ne doit pas occulter la qualité de l'éducation. Associer l'accroissement de l'accès au renforcement de l'équité et à l'amélioration de la qualité est indispensable au succès des politiques éducatives au service du développement.

La concrétisation des engagements collectifs pris au Forum international de Dakar en avril 2000 se pose aujourd'hui en termes de nécessité et d'urgence. Mais le mouvement en faveur de l'éducation pour tous risque d'être un énorme gâchis si nous n'accordons pas suffisamment d'attention à l'amélioration de la qualité. Gâchis, si des ressources importantes sont investies sans que cela se reflète dans les résultats de l'apprentissage. Gâchis, si les enfants, futurs adultes, sont passés par l'école sans acquérir le minimum : savoir lire, écrire et compter.

C'est dans ce contexte que le comité directeur de l'ADEA a mis en place un groupe ad hoc chargé de mener une étude intitulée *Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne* afin de soutenir les efforts des pays africains engagés à relever le défi d'une éducation de base pour tous.

Les ambitions de l'exercice sont : 1) mener une réflexion élargie sur les politiques, stratégies et pratiques pertinentes en tenant compte des contextes spécifiques dans lesquelles elles s'inscrivent ; 2) favoriser l'émergence de visions politiques enrichies et d'engagements renforcés ; 3) implanter une culture de la qualité chez les acteurs de l'éducation.

La méthodologie mise en œuvre pour la réalisation de cette étude s'appuie sur l'approche pratique, chère à l'ADEA, qui se retrouve dans toutes ses actions et dont le leitmotiv est « *apprendre par l'action, apprendre de l'action pour développer et améliorer l'action* ». L'étude repose en large partie sur l'ana-

lyse des expériences nationales et sur une revue de la littérature africaine. Centrée sur les expériences et les connaissances endogènes, elle privilégie délibérément la recherche de solutions africaines aux problèmes africains. L'ADEA a en effet demandé à tous les ministères de l'éducation de repérer, dans leurs pays, des expériences réussies et/ou prometteuses. Actuellement, 24 ministères de l'éducation participent à l'exercice. Vingt-six études de cas ont été retenues et portent sur un des quatre grands thèmes suivant :

- rénovation pédagogique et formation des enseignants ;
- décentralisation / déconcentration et systèmes éducatifs alternatifs ;
- généralisation et pérennisation des réformes ;
- pertinence de l'éducation : adaptation des programmes et utilisation des langues africaines.

L'accent est mis sur l'échange des expériences et des connaissances acquises en matière d'amélioration de la qualité.

L'exercice sur la qualité de l'éducation implique de nombreux praticiens et spécialistes de l'éducation ainsi que tous les partenaires de l'ADEA :

- 1/ Les pays qui participent ont mis en place des équipes nationales chargées de réaliser les études de cas avant le 15 mai 2003.
- 2/ Pour chaque thème, un ou deux spécialistes de l'éducation (appelés coordinateurs thématiques) ont été désignés pour apporter un soutien technique aux équipes nationales et rédiger une synthèse thématique qui mettra en perspective les enseigne-

ments tirés des études de cas, à la lumière notamment des connaissances internationales.

- 3/ Tous les partenaires de l'ADEA sont impliqués dans l'étude. En plus des études de cas nationales, une trentaine de documents de base seront rédigés par les coordinateurs thématiques, les groupes de travail de l'ADEA, les agences bilatérales et multilatérales et des spécialistes de l'éducation.
- 4/ Les réseaux de recherche africains ROCARE (Réseau ouest et centre africain pour la recherche en éducation) et ERNESA (Réseau de recherche sur l'éducation pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe) sont chargés de faire une revue de la littérature africaine se rapportant au thème de la qualité.

Le résultat final de l'exercice sur la qualité sera un document de discussion rédigé sur la base de l'ensemble des travaux.

La biennale de l'ADEA de décembre 2003 s'organisera autour du thème et des produits de cet exercice. Ce sera un moment fort de réflexion collégiale où les aspects techniques et scientifiques, les dimensions politiques et sociales, les problèmes de coûts et de financement, les modalités d'ingénierie et de mise en œuvre, feront l'objet d'échanges intensifs entre ministres, représentants d'agences, professionnels de l'éducation et acteurs de la société civile. ■

Pour plus d'informations sur l'étude sur la qualité de l'ADEA veuillez contacter : Charlotte Sedel, c.sedel@iiep.unesco.org

Biennale 2003 de l'ADEA (Grand Baie, Maurice, 3-6 décembre 2003)

La biennale de l'ADEA aura lieu à Grand Baie, Maurice, du 3 au 6 décembre 2003. Cette année, c'est le thème de la qualité qui sera au centre des discussions. Les panels seront organisés autour d'une étude en cours de réalisation intitulée « Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne » (Voir article ci-dessus).

La rencontre est organisée avec le ministère mauricien de l'Éducation et de la Recherche scientifique. Près de 300 participants (ministres de l'éducation, représentants d'agences de coopération et de développement, ONG, chercheurs et autres professionnels de l'éducation) sont attendus.

Communication, éducation et développement

Créé en 1998, le programme Communication pour l'éducation et le développement (COMED) œuvre pour une meilleure utilisation de la communication au service de l'éducation. Il vise notamment à renforcer les capacités de communication des ministères de l'éducation et à améliorer la qualité de la couverture de l'éducation par les médias. Le COMED est devenu un groupe de travail de l'ADEA en 2002.

Depuis sa création en 1998, le programme COMED aide les pays à établir des structures capables de mettre en œuvre des programmes d'information et de communication sur l'éducation. Ce travail est réalisé principalement au travers d'ateliers de formation.

En 2002, des ateliers nationaux de formation ont été organisés dans quatre pays. Ces ateliers ont permis de tester certains modules de formation élaborés par le COMED avant leur publication.

- L'atelier organisé au Nigeria en février 2002, en collaboration avec le département pour la mobilisation sociale du programme d'éducation universelle de base (Universal Basic Education Scheme – UBE), s'est déroulé à Abuja. Il a rassemblé 20 journalistes et rédacteurs en chef spécialistes des questions d'éducation, 12 chargés de communication de l'UBE et autres organismes ministériels en charge de l'éducation. Ont également participé à cet atelier plusieurs personnes ressources issues de la fonction publique et de la société civile, ainsi que des partenaires internationaux. Les participants ont confirmé la tendance à la spécialisation des articles sur l'éducation qui paraissent au Nigeria et ont insisté sur la nécessité d'assurer une formation continue pour les journalistes qui couvrent l'éducation. Au Nigeria une dizaine de journaux communiquent régulièrement des informations sur l'éducation et plusieurs stations de radio commencent également à diffuser des émissions sur elle.
- L'organisation d'un atelier à Monrovia, au Libéria, en juin 2002, était une véritable gageure : cette période était



Photo: Charaffir, Fabiam/UNESCO

“ Dans la mesure où l'éducation détermine le futur, les journalistes ont un rôle important à jouer en se faisant les avocats d'un système éducatif efficace. Il convient d'accorder à l'éducation la priorité qu'elle mérite. ”

M. OSMAN SALEH, ministre de l'Éducation, Erythrée.

celle des combats les plus intenses qu'a connus le pays et d'une insécurité réelle aux alentours de la capitale. L'enthousiasme et la motivation des autorités nationales, ainsi que le dévouement des consultants COMED, ont pourtant permis à l'atelier de se dérouler avec succès. Le ministre de l'Éducation, S.E. Mme Evelyn S. Kandakai a pris une part active à plusieurs sessions. Dans son discours liminaire, elle a exhorté les journalistes à accorder davantage d'attention à l'éducation. Vingt-six journalistes de la presse écrite et électronique et six chargés de communication du ministère de l'Éducation et d'une ONG s'étaient inscrits à l'atelier qui a en

réalité accueilli deux fois plus de participants. Ce fort taux de participation témoigne clairement d'un réel besoin de formation et de l'intérêt que suscitent les questions d'éducation. Les deux premières journées ont été consacrées à des discussions générales sur l'éducation au Libéria, notamment sur la loi sur l'éducation de 2001. Les deux journées suivantes se sont préoccupées du renforcement des compétences professionnelles des participants – techniques du reportage et de l'interview pour les journalistes, communication institutionnelle et techniques de sensibilisation pour les chargés de communication. Les deux dernières journées ont été

consacrées à l'élaboration de stratégies de communication, notamment pour promouvoir l'éducation pour tous. Après avoir dressé une liste de recommandations pour améliorer les activités de communication au Libéria, les participants ont décidé de créer une association des journalistes et des chargés de communication intéressés par l'éducation afin de favoriser la coopération entre les deux groupes.

- Deux autres ateliers ont été organisés pour préparer les médias à la couverture de manifestations importantes sur l'éducation. Lors de la Deuxième conférence internationale sur le développement de la petite enfance qui s'est déroulée à Asmara du 28 au 31 octobre 2002, le COMED a animé un atelier de deux jours pour les chargés de communication du ministère de l'Éducation d'Erythrée et les journalistes, en collaboration avec le Centre international pour l'éducation de la petite enfance de Mogadiscio. Le COMED a par ailleurs convié six journalistes venant d'autres pays africains à couvrir cet événement. Points de presse et conférences de presse ont rassemblé un grand nombre de partenaires nationaux et internationaux ainsi que des personnes impliquées dans l'organisation de la conférence. Ce fut aussi l'occasion pour S.E. M. Osman Saleh Mohammed, ministre de l'Éducation de l'Erythrée, Mamadou Ndoye, secrétaire exécutif de l'ADEA et Akin Fatoyinbo, coordonnateur du programme COMED, de lancer officiellement l'édition 2003 du Prix africain du journalisme d'éducation.
- A Dar-es-Salaam, en Tanzanie, vingt journalistes tanzaniens (presse écrite et électronique publique et privée) ont participé à un atelier de préparation à la couverture du Forum africain des parlementaires pour l'éducation (FAPED) et de la conférence des Ministres de l'éducation des Etats membres d'Afrique (MINEDAF). La couverture médiatique de ces événements était organisée et financée par le COMED (via la Banque mondiale) en collaboration avec le Bureau régional

de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA). L'équipe de journalistes était composée de correspondants de l'Agence de presse panafricaine (PANA), de médias privés venus de différents pays africains et de médias internationaux. Une publication du COMED – *African Education News Online* – a été lancée au même moment, en anglais et en français, pour donner davantage de visibilité aux programmes éducatifs africains. Elle a été diffusée depuis Dar-es-Salaam aux membres du réseau COMED et à d'autres partenaires. Cette première édition a malheureusement dû relayer une nouvelle douloureuse – celle de la brusque disparition d'Akintola Fatoyinbo, coordonnateur du programme COMED, venu à Dar-es-Salaam pour organiser l'atelier de formation et assurer la couverture du FAPED et du MINEDAF.

Révision du programme de formation

Après avoir été testé au Libéria et au Nigeria, le programme de formation du COMED est en pleine révision afin d'intégrer certains modules et d'adapter le contenu, sur proposition des participants, à une formation de 70 heures au lieu des 42 heures dispensées actuellement. D'autre part une réunion a été organisée à Cotonou avec des spécialistes du Centre d'éducation à distance pour adapter le programme à une formation à distance en ligne. Les réunions prévues en 2003 accueilleront par ailleurs l'Institut de la Banque mondiale, dont la grande expérience dans le domaine de l'enseignement à distance et des vidéoconférences sera précieuse au COMED.

Services de conseil

La Fédération africaine de parents d'élèves (FAPE) a demandé l'aide du COMED pour la conception d'une stratégie de communication radiophonique destinée à son réseau d'associations de parents d'élèves et d'enseignants. Le projet, « Ecole des parents » vise à donner aux parents la parole sur les problèmes éducatifs. Du

1^{er} juillet au 12 août dernier, une équipe COMED – composée d'un consultant en communication et de deux représentants de la FAPE – s'est rendue au Burkina Faso, en Guinée et au Sénégal pour sensibiliser les pouvoirs publics, les partenaires de la FAPE et les médias locaux au projet. Cette mission, financée par l'ADEA et la Banque mondiale est la première étape d'un projet de trois ans.

Projets sur le VIH/SIDA

Plusieurs spécialistes se sont réunis à Cotonou du 19 au 25 août dernier pour discuter du contenu, du scénario et du calendrier de production d'une série documentaire en 12 épisodes sur le VIH/SIDA en swahili. Une version préliminaire du projet sera soumise à l'ensemble des bailleurs de fonds intéressés. Le COMED met par ailleurs au point une stratégie de communication visant à impliquer les partenaires de l'éducation dans les activités de soins et de prévention du VIH/SIDA destinées aux jeunes. Le projet est dans sa phase pilote au Bénin, pour une période de 12 mois.

Répertoires

Deux répertoires financés par le Fonds fiduciaire norvégien sont en cours de finalisation. Le *Répertoire des médias africains*, qui compte plus de 700 entrées, s'est révélé être une source précieuse de contacts pour le Prix africain du journalisme d'éducation. Le *Répertoire des établissements africains de formation au journalisme et à la communication* recense des informations sur les établissements et institutions proposant une formation universitaire et professionnelle dans les domaines du journalisme et de la communication. Le COMED utilisera ce répertoire pour établir des liens avec les institutions susceptibles de relayer le COMED pour les formations dispensées au niveau national.

POUR PLUS D'INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

PROFESSEUR ALFRED OPUBOR

COORDONNATEUR PAR INTERIM
GT SUR LA COMMUNICATION

POUR L'ÉDUCATION ET LE DÉVELOPPEMENT
CENTRE WANAD, COTONOU

Livres et matériel éducatif

Le Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif encourage le développement de processus qui conduisent à l'élaboration de politiques nationales du livre adéquates. Toute la chaîne du livre est concernée : décideurs, enseignants, spécialistes des programmes scolaires, éditeurs, distributeurs, libraires, auteurs. Le GTLME travaille avec tous ces acteurs qui interviennent dans la production, la diffusion et l'approvisionnement des livres

La pénurie de livres adaptés à l'enseignement, à l'apprentissage et à l'acquisition des compétences de base, que ce soit dans le système éducatif formel ou informel, est une menace pour la réalisation de l'éducation pour tous. Le groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME) œuvre donc à sensibiliser les pouvoirs publics, le secteur privé, les agences, les ONG et les organisations de la société civile (OSC) à adopter une approche holistique du développement et de l'offre de matériels nécessaires à la réalisation de l'EPT et à l'apprentissage tout au long de la vie. Le GTLME encourage le développement de politiques nationales qui assureront un approvisionnement durable de livres (répondant de la sorte à des besoins essentiels) et permettront de lever les obstacles dans ce domaine.

Poursuite de la campagne « Pas de taxes sur les livres »

En 2002, le GTLME a donné suite à sa campagne « Pas de taxes sur les livres » en publiant la version française de l'ouvrage de Ruth Makotsi, *Développer le commerce du livre en Afrique*, et en encourageant le Réseau des éditeurs africains (APNET) et les associations nationales de libraires à faire pression sur leurs gouvernements et les communautés économiques régionales. Depuis le lancement de cette campagne, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Malawi, le Soudan et la Tanzanie ont modifié leurs systèmes de taxation ; mais il reste encore beaucoup à faire. Le GTLME a sponsorisé deux visites de l'Association pour le développement du livre d'Afrique de l'Est auprès de la Communauté de l'Afrique de l'Est, en juin et en novembre 2002, afin de sensibiliser les acteurs clés à la nécessité de faire pression pour que les barrières aux



Photo: J. Owen-Rae/USAID

“Des politiques durables en matière de livres scolaires mettront du temps à se matérialiser si le pouvoir politique et économique demeure centralisé et si le secteur privé et la société civile demeurent divisés. Quelle que soit la pression exercée par les agences d'aide, cet état de fait n'est pas susceptible de changer rapidement. Toutefois, des structures de coordination seront en mesure d'avoir un certain impact et de gagner du terrain dans des pays où existe un engagement fort en faveur d'une prise de décision participative, où les ministères attachent de l'importance à la participation de toutes les couches de la société et où le secteur privé place les objectifs de développement avant les bénéfices à court terme.”

Faire en sorte que la coordination en faveur du livre marche !

échanges transfrontaliers de livres soient supprimées.

Pour des politiques du livre améliorées

À la demande de la Banque mondiale, le GTLME a organisé en avril 2002, à Niamey, un atelier régional sur la planifica-

tion stratégique dans le secteur du livre ; cet atelier a réuni des fonctionnaires ministériels du Bénin, du Niger et du Tchad. Les représentants camerounais et mauritaniens n'ont malheureusement pas pu participer à l'atelier en raison de difficultés de transport de dernière minute.

Book Aid International, APNET et l'Association panafricaine des libraires

(PABA) ont organisé un atelier régional en septembre 2002, à Kampala, avec le soutien du GTLME. Cet atelier a montré l'importance des bibliothécaires dans l'élaboration de politiques du livre et la nécessité de les impliquer, aux côtés des éditeurs et des libraires.

L'association pour le développement du livre d'Afrique de l'Est a également sollicité le soutien du GTLME pour son séminaire régional consacré à *L'identification des barrières au commerce régional du livre et la recherche de synergies pour les politiques nationales du livre*. Les participants venaient du Kenya, d'Ouganda, du Rwanda et de Tanzanie. Ce séminaire s'est déroulé à Nairobi, en septembre 2002.

Renforcer les capacités des libraires

Le GTLME a encouragé les actions de la PABA en faveur du développement professionnel de ses membres en apportant son soutien à deux réunions : un atelier de renforcement des capacités destiné à des libraires nigériens organisé en mai 2002 à Abuja ; un séminaire sur la profession de libraire, organisé à Harare en août 2002 juste avant la convention annuelle de la PABA. Ce séminaire a réuni les membres de neuf associations nationales de libraires (Ethiopie, Kenya, Malawi, Mali, Nigéria, Ouganda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe). L'importance de l'interface éditeurs/libraires a été de nouveau mise en lumière dans le dernier ouvrage publié par le GTLME – *Pour une bonne coordination du livre !* – qui reprend les conclusions d'une table ronde organisée par le groupe de travail à l'occasion de l'édition 1999 de la Foire internationale du livre du Zimbabwe (ZIBF).

Améliorer la qualité des matériels didactiques

L'atelier inter-agences sur le thème de *L'amélioration de la qualité des matériels didactiques*, organisé à Kampala en avril 2002, fait partie des autres initiatives en faveur du maillage entre intervenants dans le domaine du livre. L'ADEA a travaillé de concert avec le Fonds inter-

national des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), la fondation Aga Khan et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) pour encourager le partage d'outils et de matériels utilisés dans les écoles éthiopiennes, kenyanes, ougandaises, malawites et tanzaniennes afin d'améliorer la qualité de l'enseignement. Les participants se sont penchés sur la création de nouveaux matériels qui complèteraient les lacunes actuelles.

Améliorer la pertinence des matériels

Dans le cadre de sa stratégie d'amélioration de la qualité et de sensibilisation à la valeur culturelle des matériels d'éducation à la vie conçus pour aborder des questions comme le VIH/SIDA, la toxicomanie ou la violence familiale, le groupe de travail a demandé à Harriet Perlman de rendre compte de l'expérience de Soul City qui a adapté, à d'autres pays et à d'autres contextes, des outils mis au point par *Choose Life* (Parier pour la vie). Ce projet fait suite à la présentation d'octobre 2001, lors de la biennale de l'ADEA à Arusha, pendant laquelle Harriet Perlman a mis en lumière le processus d'adaptation de matériels initialement conçus pour un public sud-africain puis adapté aux jeunes habitants dans des pays voisins. Le GTLME favorise le partage d'expériences réussies entre pays. Il cherche également à mettre en lumière les processus d'adaptation susceptibles de renforcer l'appropriation et la pertinence des matériels lors de leur transposition d'un pays à un autre.

POUR PLUS D'INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

CAREW TREFFGARNE

LEADER DU GT SUR LES LIVRES
ET LE MATERIEL EDUCATIF
CONSEILLER PRINCIPAL EN EDUCATION
DFID

Le Forum des éducatrices africaines (FEA/FAWE), groupe gradué et membre associé de l'ADEA

Le groupe de travail sur la participation féminine (GTPF) a été créé en 1990 avec l'objectif d'aider à combler l'écart scolaire entre les sexes. Deux ans après, naissait le Forum des éducatrices africaines (FEA/FAWE), dont la création avait été suscitée par le GTPF. Le FEA/FAWE a acquis le statut d'ONG panafricaine en 1993 basée à Nairobi. Depuis, l'organisation est devenue une institution reconnue à travers le continent, qui œuvre à travers un réseau de 33 antennes nationales. L'objectif du FEA/FAWE est de contribuer à ce que toutes les filles aient accès à l'école, puissent compléter leurs études et réussir à tous les niveaux d'enseignement.

En 2000, le FEA/FAWE a été chargée d'assurer le leadership du GTPF, prenant la relève après la Fondation Rockefeller.

En 2001, le Groupe de travail sur la participation féminine s'est restructuré en s'efforçant d'intégrer les activités menées par ses différentes composantes (Partenariat pour la planification stratégique des ressources en Afrique (PSR), Education des femmes en mathématiques et en sciences en Afrique (FEMSA) et Alliance pour l'action communautaire sur l'éducation des filles) dans les activités du FEA/FAWE.

En 2002, la question de « l'émancipation » du GTPF a été soulevée. En avril 2003, le comité directeur de l'ADEA a décidé que le FEA/FAWE demeurerait étroitement associée à l'ADEA. Son statut de « membre associé » lui permettra de continuer à jouer un rôle actif au sein de l'ADEA, notamment à travers les groupes de travail qui maintiendront, dans leurs priorités, les questions de genre. ■

Analyse sectorielle en éducation

Promouvoir la connaissance et le partage d'informations dans le domaine de l'analyse sectorielle en éducation, améliorer la qualité des analyses sectorielles et encourager leur utilisation dans le processus d'élaboration des politiques font partie des objectifs du Groupe de travail sur l'analyse sectorielle en éducation (GTASE). L'utilisation de mécanismes d'examen par les pairs dans le contexte africain constitue une nouvelle activité.

Le GTASE a été créé pour généraliser la pratique et améliorer la qualité de l'analyse sectorielle en éducation. Il agit à travers des activités de plaidoyer et en favorisant la coopération entre ministères africains de l'éducation, organismes d'aide au développement et chercheurs. Le groupe de travail s'efforce de consolider le processus d'élaboration des politiques nationales en améliorant la qualité, la pertinence, l'utilité et l'accessibilité des analyses sectorielles. Il cherche également à accroître la participation des Africains dans la conception et la mise en œuvre d'analyses et de plans sectoriels nationaux.

Principes de travail

Le comité directeur du groupe de travail s'est réuni à Paris en février 2002 pour réviser le plan de travail du groupe et décider de son orientation future. Plusieurs principes directeurs ont été définis à cet effet ; ils s'attachent à renforcer la pertinence du GTASE pour l'Afrique et pour les instances de l'ADEA au sens large. Le travail en partenariat avec des réseaux et des institutions africaines sera notamment l'une de ses priorités. Les travaux du groupe de travail devront respecter les principes suivants :

- La mission première du GTASE est de répondre aux besoins identifiés et de réagir rapidement à la demande ;
- Le GTASE nouera en priorité des partenariats avec la communauté des chercheurs africains, les ministères africains et les bailleurs de fonds. Les demandes de coopération doivent émaner de représentants crédibles d'au moins une – et idéalement deux – de ces instances ;
- Les activités organisées par le groupe de travail doivent s'insérer dans des actions susceptibles d'être suivies et poursuivies ;
- Le GTASE doit se centrer sur l'analyse sectorielle et ne pas s'impliquer dans des exercices généraux de renforcement des capacités pour le développement de l'éducation ;
- Le GTASE travaillera en partenariat avec des instances ou des institutions stables, même s'il ne faut pas écarter les pays en crise ;
- Le GTASE poursuivra ses activités d'analyse, de renforcement des capacités, de plaidoyer et de partage d'informations et continuera de favoriser les échanges entre pays.

Publications et séminaires

Tout au long de l'année 2002, le GT a mené de front une réflexion sur son organisation et la mise en œuvre de diverses activités. Tuomas Takala et Mantsetsa Marope ont finalisé leur étude, *Partenariats entre les ministères de l'Éducation et les agences internationales de financement et d'assistance technique : le cas du Mozambique*, publiée et également disponible sur le site web de l'ADEA. Cette étude est une contribution importante à la connaissance que nous avons : a) des rapports entre organismes de financement et ministères de l'éducation ; b) des processus qui sous-tendent les partenariats efficaces. Bien que l'étude porte sur le Mozambique, ses conclusions peuvent avoir des applications intéressantes dans d'autres pays et dans d'autres contextes.

Un séminaire d'une journée sur *L'analyse sectorielle en éducation et les approches sectorielles* a été organisé à Windhoek, en Namibie le 21 novembre 2002 dans le cadre des activités de renforcement des capacités et dans un esprit de partenariat avec des organisations et réseaux africains. Ce séminaire avait pour vocation de familiariser les participants avec les dernières théories et pratiques de l'analyse sectorielle en éducation. Il a été l'occasion d'un apprentissage et d'échanges profitables entre les représentants des ministères de l'Éducation des pays de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe). L'importance de l'analyse sectorielle pour l'élaboration de politiques et de choix stratégiques informés a été soulignée. Mais l'appropriation de ce type d'analyse est également fondamentale. L'absence de tout socle institutionnel pour l'analyse sectorielle en Afrique, notamment dans la région de la SADC, a également été soulevée. Les approches sectorielles menées au Mali, en Namibie et en Tanzanie ont été présentées et discutées afin de mettre en évidence les liens entre l'analyse sectorielle et les financements extérieurs.

Analyse sectorielle et mécanismes d'examen par les pairs

Pour répondre aux dernières évolutions liées au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le groupe de travail a lancé une étude sur la pertinence, pour le contexte africain, en termes de méthodologies et de résultats, des examens par les pairs tels que ceux conduits par l'OCDE. Cette étude permettra d'évaluer leur valeur pour les pays africains, en gardant à l'esprit les besoins d'appropriation et de renforcement des capacités dans le domaine de l'analyse sectorielle en éducation. Les conclusions de l'étude ont été discutées à la dernière réunion du comité directeur du GTASE

➤ Suite à la page 20

Profession enseignante

Le Groupe de travail sur la profession enseignante (GTPE) aide les ministères africains de l'éducation à améliorer leurs systèmes de gestion et de soutien aux personnels de l'éducation. Le groupe de travail est arrivé aujourd'hui à une étape décisive de son évolution. Les deux sections, créées en 1994, fusionnent. Une nouvelle stratégie pour l'ensemble du groupe est en voie d'élaboration.

La section francophone

Le Groupe de travail sur la profession enseignante, section francophone (GTPE/sf) mène des actions de plaidoyer, de recherche, d'analyse et de renforcement des capacités pour la mise en place d'une expertise régionale de gestion et de mobilisation du personnel enseignant.

Fusion des deux groupes

En 2002, le GTPE/sf a organisé deux réunions pour discuter du projet de restructuration du groupe de travail : à Abidjan du 11 au 14 mars 2002 et à Conakry du 25 au 28 novembre 2002 (voir encadré ci-après sur la fusion des deux sections). Le projet vise à mettre en place un groupe de travail qui contribue efficacement à la mise en œuvre des actions prioritaires des ministères africains de l'éducation. Il considère qu'il est fondamental d'aider les ministères à réaliser les objectifs des programmes d'éducation pour tous (EPT) et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Priorités de la nouvelle vision

■ **Plaidoyer** : Les actions de plaidoyer devront être renforcées, de même que les activités de communication par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

■ **Réseautage, renforcement des capacités, formation** : Pour renforcer les échanges professionnels entre les pays anglophones, francophones et lusophones, la section francophone propose une ouverture vers les pays anglophones et lusophones et le développement des relations de partenariat avec les associations et autres réseaux semblables basés dans

les pays du Nord. Pour améliorer l'efficacité des actions de renforcement des capacités, le groupe propose de définir de manière claire et précise les objectifs de formation ainsi que des indicateurs de performance qui en faciliteraient l'évaluation.

■ **Accès à l'information** : Ce nouveau domaine ne peut être séparé de la recherche d'amélioration des performances des enseignants et de la qualité de la formation. La majorité des enseignants n'ont pas les moyens de participer à l'explosion de la connaissance alors que l'accès aux Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) peut les aider énormément. Trop peu d'écoles normales, trop peu de bibliothèques disposent de ces capacités.

■ **VIH/SIDA** : La profession enseignante souffre du fléau du VIH/SIDA. Le GTPE devrait continuer à œuvrer dans ce domaine afin d'aider les pays membres à contenir l'expansion de la pandémie, en développant des stratégies qui encouragent les enseignants à se faire tester, et en étudiant dans quelle mesure certaines pratiques culturelles affectent positivement ou négativement les changements de comportement.

Plans d'action nationaux

Des plans d'actions nationaux sur la contribution du GTPE/sf à la mise en œuvre des objectifs de

l'EPT ont été finalisés. Ils s'articulent autour des principales actions suivantes :

- contribution à la mise en œuvre des objectifs de l'EPT
- personnel enseignant et lutte contre le VIH/SIDA
- renforcement des capacités
- études et publications
- développement intégré en faveur du genre.

La mise en œuvre des actions des plans est déjà entamée.

Communication

Le bulletin d'information du GTPE/sf a été repensé et s'appelle désormais *Le Partenaire de l'éducation*. Deux ate-

➤ *Suite à la page 20*

Fusion des sections francophone et anglophone du GTPE

Le groupe de travail sur la profession enseignante (GTFP) a été créé en 1993. Cependant, depuis 1994, le groupe de travail opérait à partir de deux sections : la section francophone (GTPE/sf) et la section anglophone (GTPE/sa). Aujourd'hui, les deux sections fusionnent. Cette fusion a été demandée par les participants de la biennale d'Arusha (octobre 2001) afin que soient accrus les échanges professionnels entre pays francophones et anglophones.

En 2002, un document d'orientation portant sur la restructuration du groupe et sur les priorités d'avenir a été produit par le GTPE.

Le nouveau groupe de travail sera piloté par le Commonwealth Secretariat qui assurera la direction et la coordination du nouveau GTPE.

Le groupe de travail organise une réunion à Zanzibar du 11 au 13 mai 2003 afin de discuter des modalités concrètes de la fusion des sections anglophone et francophone. ■

➤ Suite de la page 19

liers de formation et d'évaluation ont été organisés à Dakar pour évaluer le premier numéro et produire le deuxième. Le GTPE/sf dispose ainsi d'un nouvel outil de communication trimestriel. Il s'adresse à un public beaucoup plus large et ambitionne de créer une dynamique partenariale pour impulser le développement d'une école africaine plus démocratique et de meilleure qualité.

La section anglophone

Depuis 1993, le GTPE, section anglophone, a entrepris des activités dans les domaines suivants :

■ **Plaidoyer** : Le groupe a aidé les ministères de l'éducation dans les domaines suivants :

- consultations avec les ministères de l'éducation sur diverses questions telles que l'inspection scolaire, l'évaluation des écoles, les cadres légaux pour la gestion des enseignants, etc.
- développement d'un manuel pour les pays sur les questions de gestion et de mobilisation des enseignants
- établissement de groupes de travail nationaux au sein des ministères de l'éducation africains
- développement de plans d'action nationaux sur les problèmes de gestion et de mobilisation des enseignants
- organisation de réunions pour les Secrétaires permanents

■ **Recherche** : Depuis 1995, de nombreux

études ont été entreprises pour évaluer les programmes de formation pour les enseignants principaux en Tanzanie et en Zambie (2000) ; étudier les centres de ressources pour enseignants au Botswana, au Kenya, en Tanzanie, en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe (2000) ; analyser les questions de genre dans les pays d'Afrique de l'Est et australe et dans trois pays d'Afrique de l'Ouest ; étudier le cadre légal de la gestion des enseignants au Sierra Leone, en Ouganda et au Zimbabwe ; étudier les structures existantes pour la gestion des enseignants au Botswana, au Ghana, en Zambie et au Zimbabwe.

■ **Réseautage et échanges professionnels**: les échanges professionnels et l'interaction entre spécialistes de l'éducation anglophones, francophones et lusophones ont permis à tous d'avoir une meilleure compréhension des questions de gestion et de mobilisation des enseignants à travers la région.

■ **Renforcement des capacités** : Une tâche majeure du groupe de travail a été le renforcement des capacités. Les matériels de formation ont ciblé des domaines identifiés par les ministères de l'éducation. De nombreux manuels et modules ont été écrits par des équipes de rédacteurs de divers pays :

- Modules pour les enseignants principaux (1993)
- Modules pour directeurs d'école au Mozambique (1996)
- Adaptation des modules pour les enseignants principaux au Lesotho

(2000)

- Manuels pour les inspecteurs d'école (1998)
- Adaptation des manuels pour les inspecteurs d'école en portugais (1998)
- Evaluation autonome des écoles : pour un meilleur école (1998)

■ **Formation** : Une des activités principales du groupe de travail a été de soutenir le développement du staff aux niveaux régional, national et au niveau de l'école. Depuis 1997, le GTPE a formé de nombreux spécialistes, notamment des rédacteurs de manuels, des directeurs et membres du personnel d'encadrement, des inspecteurs, des enseignants et enseignants principaux.

■ **Publications** : Depuis sa création, le groupe a publié un certain nombre de documents, dont les matériels de formation pour les directeurs inspecteurs d'école. Les formations assurées par le GTPE ont amené les ministères de l'éducation de nombreux pays à développer leurs propres matériels (Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe).

POUR PLUS D'INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

PAUL DOGOH-BIBI
COORDONNATEUR REGIONAL
DU GT PROFESSION ENSEIGNANTE/SF
HENRY KALUBA
COORDONNATEUR REGIONAL
DU GT PROFESSION ENSEIGNANTE/SA

➤ Suite de la page 18

et lors de la dernière réunion du Bureau des ministres de l'ADEA à Maseru. Les ministres membres du Bureau ont proposé que l'étude soit présentée au Forum des ministres de l'ADEA qui se réunira en décembre 2003, lors de la prochaine biennale de l'ADEA.

Deux consultants pour le GTASE, Kaviraj Appadu et Richard Sack ont participé à un séminaire de deux jours à Vilnius, en Lituanie, au cours duquel les études sectorielles des trois pays baltes ont

été discutées. Le séminaire s'est également penché sur le rôle des commissions parlementaires dans la formulation des politiques éducatives. A première vue, il semblerait logique que les mécanismes d'examen par les pairs soient un instrument important et une référence pour les décideurs. Mais le GTASE devra également examiner les questions de demande, d'appropriation, de financement et de légitimité.

Le GTASE poursuivra en 2003 les

activités de renforcement des capacités qu'il a entreprises, lancera des recherches sur la pratique actuelle en matière d'analyse sectorielle et continuera à étudier les possibilités qu'offre l'examen par les pairs pour les pays africains.

POUR PLUS D'INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

KAVIRAJ APPADU
SPECIALISTE PRINCIPAL DE PROGRAMME, AGENCE
SUEDOISE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

VIH/SIDA et éducation

L'ADEA s'est penchée sur le problème du VIH/SIDA au sein des systèmes éducatifs africains depuis 1999, année au cours de laquelle les leaders politiques et les ministres de l'éducation ont demandé que la lutte contre la pandémie figure parmi les activités prioritaires de l'association.

Fidèle à l'approche pratique (appliquée notamment pour le « Bilan prospectif »)¹, l'ADEA a d'abord demandé à tous les ministères de l'éducation d'Afrique subsaharienne de repérer dans leurs pays les stratégies, les actions et les politiques qui s'étaient avérées efficaces pour lutter contre la pandémie et son impact sur les systèmes éducatifs. Cette initiative, *Identifier des réponses efficaces face au VIH/SIDA dans les systèmes éducatifs*, a permis à l'ADEA, à travers des contributions venant de 18 pays, d'avoir une vue d'ensemble des actions menées contre le VIH/SIDA. A Arusha, en octobre 2001, l'ADEA a présenté les résultats préliminaires de son initiative lors des travaux de la biennale.

Après cette première étape, les ministres ont demandé que l'ADEA poursuive le travail mené dans la lutte contre le VIH/SIDA. Mais l'action de l'ADEA devait aller au-delà de l'identification d'expériences prometteuses pour aider les pays à développer des politiques sectorielles concrètes de lutte contre la pandémie.

Pour répondre à cette demande, une réunion a été organisée à Paris les 24 et 25 mars 2003 afin de réfléchir aux activités qui pouvaient être conduites par l'ADEA à travers un groupe de travail ad hoc sur le VIH/SIDA, en tenant compte de ses avantages comparatifs d'une part, des actions menées par les autres organismes impliqués dans la lutte contre le VIH/SIDA d'autre part. Les organismes représentés à cette réunion sont le PNUD, l'UNESCO (IPE) et l'équipe inter-agence de l'ONUSIDA pour l'éducation (IATT).

Pendant les deux jours, les participants ont : 1) dressé un bilan des efforts déjà accomplis par l'ADEA à travers l'initiative « Identifier des réponses efficaces face au VIH/SIDA dans les systèmes éducatifs » qui a débouché sur des études et activités réalisées par 21 pays africains et les groupes de travail de l'ADEA ; 2) réfléchi sur le rôle que pourra jouer de la Task force de l'ADEA sur le VIH/SIDA ; 3) proposé des activités prioritaires ; 4) étudié de près l'agenda de la réunion ministérielle sur le VIH/SIDA pour les pays d'Afrique centrale qui aura lieu à Libreville, au Gabon du 27 au 29 mai 2003 ; 4) discuté de la mise en place d'un mécanisme de coordination entre le Secrétariat de l'ADEA et le projet régional du PNUD sur le VIH/SIDA et le développement pour assurer le suivi des activités du groupe ad hoc.

En ce qui concerne les actions que pourraient mener la Task Force, il a été proposé trois types d'activités :

- *des activités de plaidoyer*, où la collaboration avec le NEPAD, le groupe de travail sur la communication pour l'éducation et le développement (COMED), l'Union des radios et télévisions nationales d'Afrique (URTNA), World Space, Education International et des syndicats d'enseignants pourrait être sollicitée ;
- *des activités de renforcement des capacités* en collaboration avec l'équipe inter-agence de l'ONUSIDA pour l'éducation (IATT) et des réseaux africains de recherche tels que le Réseau ouest et centre africain de recherche en éducation (ROCARE) et Réseau de recherche en éducation pour l'Afrique de l'est et l'Afrique australe (ERNESA). Il a été recommandé de développer des outils d'analyse et de programmation pour le suivi et l'évaluation ;
- *des activités de recherche* qui s'intéresseraient notamment aux enseignements tirés de la recherche action dans tous les ordres d'enseignement (enseignement primaire, secondaire et supérieur), la collecte de données pour les institutions d'enseignement supérieur et des activités de recherche sur le changement de comportements. ■

Réunion ministérielle sur le VIH/SIDA pour l'Afrique centrale (Libreville, Gabon, 27-29 mai 2003)

L'ADEA organise une réunion ministérielle pour les pays d'Afrique centrale sur *Les réponses efficaces face à la pandémie du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation : de l'analyse à l'action*. Organisée en collaboration avec le ministère de l'Éducation du Gabon, la réunion a trois grands objectifs :

- évaluer l'état de préparation des pays au niveau des politiques et cerner les besoins des ministères, notamment en matière de formation ;
- présenter les enseignements tirés des pays qui ont participé à l'initiative de l'ADEA « Identifier des réponses efficaces face au VIH/SIDA » ;
- tracer les grandes lignes de stratégies qui visent à intégrer les enseignements tirés dans les programmes sectoriels ; à introduire dans les écoles des programmes efficaces de prévention ; à promouvoir les approches intersectorielles et les partenariats ;

à présenter aux ministères des outils pour faire face aux défis actuels en matière d'éducation et de gestion.

Un séminaire technique préparatoire sera organisé par l'équipe inter-agences de l'ONUSIDA sur l'éducation (IATT), en collaboration avec l'ADEA, du 23 au 26 mai.

Dix-huit pays sont invités à participer à la réunion ministérielle : le Burundi, le Cameroun, le Congo, Djibouti, l'Érythrée, le Gabon, la Guinée Équatoriale, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, le Nigéria, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, le Rwanda, São Tomé et Príncipe, le Tchad, la Sierra Leone et la Zambie.

Pour plus d'informations sur la réunion, consultez le site web de l'ADEA à l'adresse suivante : www.adeanet.org

Enseignement supérieur

Le groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur (GTES) s'est donné pour mission de contribuer à la revitalisation des universités africaines et à la réforme des systèmes d'enseignement supérieur. Il cherche plus particulièrement à créer un consensus entre les pouvoirs publics et les organismes de coopération au développement ; à promouvoir les approches innovantes ; à encourager le partage des approches prometteuses. Depuis 2002, l'Association des universités africaines (AUA) basée à Accra assure la coordination du groupe de travail.

Le GTES a totalement revu son mode de fonctionnement en 1999, afin de favoriser les processus de prise de décision consensuelle. Constitué récemment, le nouveau comité directeur poursuit ce processus et a proposé d'élaborer un plan stratégique qui accompagnera une réflexion sur la mission du GTES, son avenir, ses objectifs, ses stratégies et les activités inscrites au programme, au moins au cours des trois prochaines années.

En juin 2002 le comité directeur a décidé de tenir une réunion extraordinaire afin de définir l'orientation stratégique du GTES. Il a désigné un comité de quatre membres pour préparer la réunion et proposer un ordre du jour. Le comité a fait circuler le projet d'ordre du jour, accompagné de documents de référence sur les programmes et les activités du GTES de manière à permettre aux participants de poser des questions clés lors de la réunion qui s'est tenue à Accra en septembre 2002.

Le plan stratégique examine les tendances globales de l'enseignement supérieur et souligne le rôle fondamental de ce niveau d'enseignement dans la création d'économies du savoir et de sociétés démocratiques. Il note l'apparition de nouveaux types d'établissements d'enseignement supérieur et de nouvelles formes de concurrence qui obligent les établissements traditionnels à repenser leur rôle. Les défis auxquels l'enseignement supérieur est confronté en Afrique subsaharienne ont eux aussi été analysés et les diverses possibilités énumérées.

La réunion a également permis un examen critique de la mission, du projet d'avenir et des valeurs essentielles du GTES. Les forces et faiblesses des précé-

“L'enseignement supérieur est beaucoup plus que la pierre faîtière de la traditionnelle pyramide éducative. Il constitue le très important pilier du développement humain à travers le monde. Dans le cadre du concept actuel d'éducation tout au long de la vie, l'enseignement supérieur ne se contente pas de fournir les compétences de haut niveau dont le marché du travail a besoin, mais il fournit aussi la formation dont ont besoin les enseignants, les médecins, les infirmières, les fonctionnaires, les ingénieurs, les chefs d'entreprise, les spécialistes des sciences humaines, les scientifiques, les sociologues et des milliers d'agents de tous ordres. Ce sont tous ces personnels bien formés qui développent les capacités d'analyse et les compétences qui font fonctionner les économies locales, qui soutiennent la société civile, qui enseignent à nos enfants, qui sont à la tête de gouvernements efficaces et qui prennent les importantes décisions qui ont des conséquences sur des sociétés entières.”

Construire des sociétés de la connaissance : les nouveaux défis de l'enseignement supérieur.

dents programmes de travail ont été analysés ainsi que leur impact sur les politiques d'enseignement supérieur et sur le développement en Afrique. Les membres du comité ont examiné de près la structure, l'organisation et le mode de financement du GTES afin de décider de l'avenir aussi efficacement que possible.

La stratégie du GTES s'appuie sur des activités d'analyse, de plaidoyer et de renforcement des capacités. Au cours des trois prochaines années, les activités menées dans ces trois domaines examineront de près le rôle et les relations des établissements non universitaires au sein des systèmes d'enseignement supérieur. Des efforts particuliers seront faits pour sensibiliser les différents acteurs au problème du VIH/SIDA et renforcer les capacités de défense contre les ravages causés

par la pandémie. D'autres activités privilégiées seront la planification stratégique, notamment au niveau des plans institutionnels de développement des TIC et l'innovation institutionnelle.

Depuis mai 2002, l'Association des universités africaines (AUA), l'un des premiers partenaires du GTES, est responsable de la coordination du groupe de travail. Pour davantage d'informations sur le plan stratégique, le programme de travail et les activités du GTES, veuillez consulter les pages consacrées au groupe de travail sur le site web de l'ADEA.

POUR PLUS D'INFORMATIONS CONTACTEZ

ALICE LAMPTEY

COORDONNATRICE DU GT SUR
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS AFRICAINES
(AUA), Accra

Nouveautés

PUBLICATIONS DE L'ADEA EN 2002

Secrétariat de l'ADEA

Aller plus loin, aller vers tous. Pérenniser les politiques et pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique. Lutter contre le VIH/SIDA (Papiers de la biennale de l'ADEA, Arusha, Tanzanie, 7-11 octobre 2001)

ADEA, 2003.

Aller plus loin, aller vers tous. Pérenniser les politiques et pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique (Rapport de la biennale de l'ADEA, Arusha, Tanzanie, 7-11 octobre 2001)

ADEA, 2002.

Groupes de travail

Livres et matériel éducatif

Pour le développement du commerce du livre à travers l'Afrique Une étude des barrières actuelles et des possibilités futures

Par Ruth Makotsi avec Flora Musonda et al. Collection : Perspectives sur le développement du livre africain n° 7. GTLME, 2002.

Le financement des manuels scolaires et des matériels de formation des enseignants

Par A.J. de Cruz, T.A. George, F.Z. Gnahoré, F.K. Kouakou, P. Mendonça, A. Read, C. Sehlabi et M. Simão. Collection : Perspectives sur le développement du livre africain n° 10. GTLME, 2002

Making Book Coordination Work!

Par Carmela Salzano. Collection : Perspectives sur le développement du livre africain n° 13. GTLME, UNESCO/DANIDA, 2002. (Existe uniquement en anglais)

Pour commander ou obtenir plus d'information sur ces documents, veuillez consulter le site web du GT sur les livres et le matériel éducatif au www.africanbookscollective.com

Education à distance et apprentissage libre

Enseignement à distance et apprentissage libre en Afrique subsaharienne. Etat des lieux dans les pays francophones

GTEDAL, 2003 (Existe uniquement en français)

Open and Distance Learning in Sub-Saharan Africa – A Literature Survey on Policy and Practice

GTEDAL, 2002 (Existe uniquement en anglais)

Analyse sectorielle en éducation

Partnerships between Ministries of Education and International Funding and Technical Assistance Agencies. The Case of Mozambique

Par Mmantsetsa Marope et Tuomas Takala. GTASE, 2003 (Existe uniquement en anglais).

Finances et éducation

Le financement de l'éducation au Sénégal

Par M. Fall, A. Diagne, G. Dafé, I. Ba, et A. Seck. En collaboration avec le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales (CODESRIA), ADEA et le Ministère de l'éducation nationale, Sénégal. 2001

Education Financing and Budgetary reforms in Africa. The Swaziland Case Study

Par O. Akinkube et V. Kunene. En collaboration avec le CODESRIA, l'ADEA et le ministère de l'Education, Mbabane, Swaziland. 2001. (Existe uniquement en anglais)

Pour plus d'information sur ces documents, veuillez consulter le GT Finance et Education auprès de CODESRIA.

Education non formelle

Report of the National Symposium on Non-Formal Education (Maputo, Mozambique, 12-14 June 2002).

(Existe uniquement en anglais)

Ces documents peuvent être consultés ou téléchargés sur le site web du GTENF au www.adeanet.org/wgnfe

Profession enseignante, sa

Teacher Management and Support in Tanzania: An Annotated Bibliography, 1985-2000.

Par Elizabeth Kiondo, 2002. (Existe uniquement en anglais).

Statistiques de l'éducation

Website Development and Hosting

Par Shem Bodo. SISED GTSE, 2002

Communicating in Cyberspace

Par Shem Bodo. SISED, GTSE, 2002

Ces documents existent uniquement en anglais. Pour commander ou obtenir plus d'informations sur ces documents, veuillez consulter le site web du GTSE au <http://nesis.easynet.fr>

Groupe de travail gradué/membre associé

Participation féminine

Moving Beyond the Classroom: Expanding learning opportunities for marginalized populations in Ethiopia and Tanzania - Overall Report

(Existe uniquement en anglais)

Moving Beyond the Classroom: Expanding Learning Opportunities for Marginalized Populations in Ethiopia

(Existe uniquement en anglais)

Moving Beyond the Classroom: Expanding learning opportunities for marginalized populations in Tanzania

(Existe uniquement en anglais)

Ces titres peuvent être commandés auprès du site web du FEA au www.fawe.org

Pour commander ces publications, merci de contacter directement les groupes de travail (pour les livres publiés par les GT) ou le Secrétariat de l'ADEA (pour les livres publiés par le Secrétariat).

Calendrier

Activités de l'ADEA

5-12 avril 2003

Séminaire de formation au dialogue politique en éducation
Organisé par le BIE avec le concours de l'ADEA et la Banque mondiale
Dakar, Sénégal

14-16 avril 2003

GT sur le développement de la petite enfance (GTDPE)
Réunion de coordination sur le développement de la petite enfance
La Haye, Pays Bas

14-18 avril 2003

GT sur les finances et l'éducation (GTFE)
Séminaire national de formation sur la budgétisation et la planification de l'éducation
Freetown, Sierra Leone

11-13 mai 2003

GT sur la profession enseignante (GTPE)
Réunion conjointe des sections anglophone et francophone
Zanzibar, Tanzanie

12-15 mai 2003

GT sur l'Education Non Formelle (GTENF)
Symposium sur la mise en œuvre des approches alternatives dans le cadre d'une éducation de qualité pour tous
Ouagadougou, Burkina Faso

27-29 mai 2003

Réunion ministérielle sous-régionale pour les pays d'Afrique centrale.
Réponses efficaces à la pandémie du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation : de l'analyse à l'action
Libreville, Gabon

4-6 juin 2003

Prix du journalisme africain de l'éducation – Akintola Fatoyinbo
Réunion du jury
Nairobi, Kenya

19-20 juin 2003

FAWE
Réunion du comité directeur
Nairobi, Kenya

23-27 juin 2003

GT sur les statistiques de l'éducation (GTSE)
Atelier de formation sur les outils d'analyse multidimensionnels pour les pays d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale
Dakar, Sénégal

30 juin - 3 juillet

Etude sur la qualité de l'ADEA
Atelier de restitution
Paris, France

2 juillet

GT sur la communication pour l'éducation et le développement (COMED)
Réunion pour discuter de l'avenir du GT (leadership et coordination)
Oslo, Norvège

1-3 juillet 2003

GT sur le développement de la petite enfance (GTDPE)
Réunion sous-régionale sur le Projet d'études sur les politiques : Burkina Faso, Mauritanie et Sénégal
Nouakchott, Mauritanie

7-11 juillet 2003

GT sur les finances et l'éducation (GTFE)
Séminaire national de formation sur la budgétisation et la planification de l'éducation
Brazzaville, Congo

4-8 août 2003

GT sur les finances et l'éducation (GTFE)
Séminaire national de formation sur la budgétisation et la planification de l'éducation
Luanda, Angola

23-25 septembre 2003

GT sur l'enseignement supérieur (GTES)
Séminaire de formation sur l'amélioration de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne : ce qui marche.
Organisé en collaboration avec la Banque mondiale
Accra, Ghana

3-6 décembre 2003

Biennale de l'ADEA
Grand Baie, Maurice

Autres activités

5-8 mars 2003

Première réunion du Comité UNESCO-NEPAD
Ouagadougou, Burkina Faso

13-14 mai 2003

Rencontre sur les réseaux et l'éducation en Afrique
Organisé par le Resafad
Paris, France

9-13 juin 2003

Conférence régionale sur l'éducation secondaire en Afrique
Organisateurs : Banque mondiale, ADEA et Academy for Educational Development (AED)
Kampala, Ouganda

23-25 juin 2003

Suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur
Réunion des partenaires de l'enseignement supérieur
Paris, France

25-27 juin 2003

Atelier régional sur l'éducation et les questions de genre
Organisateurs : la Banque mondiale et l'UNICEF
Ouagadougou, Burkina Faso

Les dates étant susceptibles de changer veuillez consulter le site web de l'ADEA (www.adeanet.org)

Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de l'ADEA sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.



Association pour le
Développement de l'éducation en Afrique

Lettre d'information trimestrielle
publiée par l'ADEA

Prière d'adresser toute correspondance à :
Association pour le développement
de l'éducation en Afrique
7-9 rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris, France

Tél. : +33 (0) 1 4503 7757
Fax : +33 (0) 1 4503 3965
Mél : adea@iiep.unesco.org
Site Web : www.adeanet.org